

les  
études  
du CERI

Centre d'Études  
et de Recherches  
Internationales

**L'Etat face au défi maoïste en Inde**

Christophe Jaffrelot



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## **L'Etat face au défi maoïste en Inde**

### **Résumé**

Le mouvement maoïste s'est développé en Inde à partir de la fin des années 1960 à la faveur du recentrage du Communist Party of India (Marxist) qui lui a ouvert un espace politique en abandonnant le combat révolutionnaire. Les maoïstes, également appelés naxalistes, ont été victimes au début des années 1970 d'un factionnalisme intense et d'une répression sévère qui a conduit les militants à se replier sur la zone tribale de l'Andhra Pradesh et du Bihar, les deux poches de résistance du mouvement dans les années 1980. Cette stratégie explique non seulement la transformation de la sociologie du maoïsme indien (qui, d'abord porté par des élites intellectuelles est devenu plus plébéien) mais aussi son retour en force à partir des années 1990. Cette décennie marquée par la libéralisation économique voit en effet la mise en valeur agressive des ressources minières de la zone tribale en question au mépris des droits de ses habitants. L'essor du maoïsme dans les années 2000 s'explique toutefois aussi par un retour à l'unité, sous l'égide du Communist Party of India (Maoist) créé en 2004. Face à ce phénomène qui touche maintenant la moitié des Etats indiens, le gouvernement de New Delhi tend à opter de nouveau pour la répression alors que les maoïstes se veulent les défenseurs d'un Etat de droit plus juste.

## **The State and the Maoist Challenge in India**

### **Abstract**

The Maoist movement in India began to develop in the late 1960s, taking advantage of the political space provided when the Communist Party of India (Marxist) abandoned its revolutionary fight. In the early 1970s the Maoist, also called Naxalistes, were the victims of intense factionalism and severe repression which led the militants to retreat to the tribal zones of Andhra Pradesh and Bihar, their two pockets of resistance during the 1980s. This strategy explains not only the transformation of the Indian Maoist sociology (which was led originally by intellectuals but became increasingly plebian) but also its return to power in the late 1990s. That decade, notable for economic liberalization, witnessed the exploitation of mineral resources in the tribal regions to the detriment of the interests of the inhabitants. The growth in Maoism during the 2000s can be explained also by a reunification under the banner of the Communist Party of India (Maoist) which was created in 2004. The reaction of the government in New Delhi to this phenomenon which affects half the Indian states has been to impose repressive measures. In contrast the Maoists see themselves as the defenders of a State of rights and justice.

## L'Etat face au défi maoïste en Inde

Christophe Jaffrelot *CNRS - Sciences Po/CERI*

Le mouvement communiste indien est l'un des plus anciens au monde. Dès 1924, un Communist Party of India (CPI) prend corps sur la base des groupuscules initiés depuis l'étranger par Manabendra Nath Roy, un ancien révolutionnaire bengali qui a participé au deuxième congrès du Komintern en 1920, à Moscou. Le CPI s'engage en 1948 dans la voie révolutionnaire violente, au lendemain de l'indépendance, en concentrant ses efforts sur la région du Telangana (dans l'actuel Andhra Pradesh), où les communistes prennent le contrôle de trois mille villages pour en confier l'administration aux paysans. Un million d'acres<sup>1</sup> sont alors redistribués à quelque six mille d'entre eux. Mais New Delhi envoie la troupe pour mener des opérations de contre-guérilla qui dureront jusqu'en 1951. La révolution du Telangana – gravée en lettres d'or dans la mémoire communiste – ayant avorté, le CPI se résout à jouer le jeu électoral et devient la première force d'opposition au Parlement l'année suivante. Mais l'option révolutionnaire violente conserve de nombreux adeptes parmi les admirateurs du maoïsme, selon lesquels le parti se fourvoie – voire se corrompt – en jouant le jeu de la démocratie bourgeoise.

La mouvance maoïste du mouvement communiste indien va peu à peu devenir le pôle d'attraction des tenants de la voie révolutionnaire après la scission de 1964. Celle-ci a souvent été analysée comme le résultat du divorce entre Moscou et Pékin. De fait, la direction du CPI, à commencer par le secrétaire général, Shripat Amrit Dange, souhaite dans sa grande majorité rester alignée sur le Parti communiste d'Union soviétique. Les sécessionnistes ne sont pas tous acquis à la cause de Pékin, mais leurs chefs de file reprochent à la direction de se contenter de jouer un jeu parlementaire sans autre ambition que celle d'influencer la démocratie bourgeoise de l'intérieur, alors que l'objectif devrait être à leurs yeux de bâtir un parti révolutionnaire. Moscou, pour sa part, incite fortement le CPI à soutenir le gouvernement congressiste de Nehru. La scission de 1964, qui donne naissance au Communist Party of

---

<sup>1</sup> Soit plus de 4 000 kilomètres carrés.

India (Marxist), ou CPI(M)<sup>2</sup>, amène toutefois des leaders communistes plutôt centristes à faire un choix délicat. Nombre d'entre eux, venant du Bengale (comme Jyoti Basu) ou du Kérala (comme Elamkulam Manakkal Sankaran Namboodiripad), optent pour le CPI(M) en raison du poids des sécessionnistes dans ces deux bastions. Mais le nouveau parti n'explicitera sa préférence pour Pékin qu'en 1967, et continue à jouer le « jeu parlementaire bourgeois » sous l'influence, notamment, des « centristes ».

C'est dans ce contexte que naît le mouvement maoïste en Inde à la fin des années 1960, la droitisation électoraliste du CPI(M), après celle du CPI, ouvrant un espace à gauche pour les « vrais » révolutionnaires qui se réclament du Grand Timonier. Cette première phase, brève en raison d'une répression féroce mais fondatrice, est suivie d'une autre au cours de laquelle la mouvance maoïste indienne se divise, mais se diversifie aussi, voire se « vernacularise », certains de ses courants cessant de s'incarner dans une intelligentsia urbaine de haute caste pour se fondre dans les villages – en quête d'une base de repli – avec des mouvements intouchables et aborigènes aux revendications complémentaires. Plus populaire mais fragmenté, le maoïsme indien reprend le chemin de l'unité et de l'expansion au début des années 2000 dans un contexte transformé par la libéralisation économique : non seulement celle-ci creuse les écarts sociaux et géographiques, mais elle s'accompagne d'une mise en valeur de ressources naturelles qui implique bien souvent le déplacement de populations rurales ainsi privées de leurs terres. L'intensification de leur lutte par les maoïstes lance à l'Inde un défi paradoxal : alors que les guérilleros demandent surtout la justice (y compris dans le cadre de l'Etat de droit qu'est, en théorie, la démocratie indienne), les autorités tendent à abuser du recours à la force, au détriment du respect des droits.

## LE NAXALISME, OU LA GENÈSE DU MAOÏSME À L'INDIENNE

Si l'embourgeoisement du CPI a été l'une des raisons de la scission de 1964 qui a donné naissance au CPI(M), l'électoralisme de ce dernier suscite rapidement la déception des maoïstes de cœur qui l'ont rejoint pour faire la révolution, à commencer par Charu Mazumdar, un cadre du parti de la région de Shiliguri, au nord du Bengale occidental. Emprisonné en 1965 pour ses activités subversives, il écrit un document, *Nine Deeds*, qui fait le procès des errements du parti et propose une alternative inspirée du Grand Timonier : un parti clandestin et rural propre à mener la guerre révolutionnaire<sup>3</sup>. S'il parvient à constituer un

---

<sup>2</sup> Les sigles communément admis pour désigner les partis nés de la scission de 1964 sont : CPI(M) pour le parti pro-chinois, et CPI pour le parti resté dans la ligne de Moscou. Le CPI (ML) naîtra pour sa part en 1969 et deviendra la faction la plus proche de la Chine et la plus radicale.

<sup>3</sup> Voir R. Ray, *The Naxalites and Their Ideology*, Delhi, Oxford University Press, 1992 [1988], p. 84. Kanu Sanyal date le premier écrit de Mazumdar critiquant la direction du CPI(M) de 1964, et ajoute que cette dernière a dépêché une délégation à Shiliguri pour enquêter sur son compte. Ses partisans – dont Sanyal – ont alors pris sa défense (S. Chakravarti, *Red Sun. Travels in Naxalite Country*, New Delhi, Penguin, 2008, p. 156).

cercle de fidèles dans sa région, Mazumdar ne sera jamais écouté par la direction du CPI(M), qui dispute les élections de 1967 avec succès au Kérala, et un peu moins de bonheur au Bengale occidental, où le parti est pourtant en mesure de former un gouvernement de coalition – avec des partenaires qui ne partagent d’ailleurs en rien son idéologie. Cette stratégie d’alliance l’amène à s’associer dans d’autres Etats à des formations explicitement conservatrices ou nationalistes hindoues pour déloger le parti du Congrès du pouvoir. Au moment même où cette démarche taxée d’opportuniste par Mazumdar permet au leader du CPI(M) Jyoti Basu de devenir ministre de l’Intérieur à Calcutta, une jacquerie paysanne éclate à Naxalbari, dans le district de Shiliguri.

Si Mazumdar ne participe pas au soulèvement, un de ses lieutenants, Kanu Sanyal<sup>4</sup>, en est le chef d’orchestre. Le 3 mars 1967, son groupe soutient le coup de force de trois métayers du village de Naxalbari qui s’emparent du stock de riz d’un *jotedar* (propriétaire foncier)<sup>5</sup>. Un des militants communistes ayant pris part au mouvement, Punjab-da, date le début de l’opération du 24 mai 1967 à Naxalbari<sup>6</sup>.

Dans un village voisin auquel le mouvement s’est étendu, Bengaijote, la répression fait onze morts<sup>7</sup> : « Naxalbari avait ses premiers martyrs » (*dixit Punjab-da*). L’insurrection dure cinquante-deux jours et fait une cinquantaine de victimes. Pas moins de six ministres font le déplacement depuis Calcutta pour appeler les paysans au calme. Cet accès de violence, aussitôt salué par *Radio Pékin*, marque le début d’un mouvement de grande ampleur désormais baptisé « naxaliste », du nom de Naxalbari.

Dès novembre 1967, Mazumdar et ses partisans quittent le CPI(M) pour former le All India Coordination Committee of Communist Revolutionaries. Le CPI(M) enregistre alors des défections massives en Andhra Pradesh (six mille personnes – soit un sixième des militants), au Bengale occidental (cinq mille), au Kérala (quatre mille) et au Bihar (un millier environ)<sup>8</sup>. La rupture est consommée en 1969 avec la création du CPI(ML), Parti communiste de l’Inde (marxiste-léniniste), officieusement le jour de l’anniversaire de Lénine, le 22 avril, officiellement le 1<sup>er</sup> mai à l’occasion d’un grand rassemblement à Calcutta. Kanu Sanyal, qui vient de passer plusieurs mois en prison – alors que Jyoti Basu était *Deputy Chief Minister* – et qui retournera dans la clandestinité pour trois ans (au cours desquels il fera le voyage en

---

<sup>4</sup> Kanu Sanyal, dernier chef historique du mouvement, s’est suicidé le 23 mars 2010 dans le village de Seftullajote, près de Naxalbari, où il avait fini par se retirer et menait une vie solitaire. Habité par le remords à cause des violences perpétrées dans les années 1960, il ne supportait pas davantage celles de ces dernières années revendiquant l’héritage des pionniers maoïstes. Voir <http://www.insafbulletin.net/archives/717>

<sup>5</sup> P. Singh, *Histoire du naxalisme. Jacqueries et guérillas de l’Inde (1967-2003)*, Paris, Les Nuits rouges, 2004, p. 19.

<sup>6</sup> « Pour les paysans sans terre, la coupe était pleine. Ils parlaient de révolution, bien sûr, mais ils voulaient simplement faire valoir leurs droits. Ils s’étaient emparés des terres. La police est venue, appelée par le *jotedar*. Dès que nous l’avons su, nous nous sommes munis de tout ce que nous avons pu trouver – des épées, des arcs et des flèches, des lances, des instruments agricoles. Les hommes qui étaient à nos côtés, dès qu’ils ont vu le groupe des policiers avec le propriétaire terrien, ont fait jaillir leurs flèches. L’une atteignit le propriétaire foncier, une autre blessa quelqu’un à la jambe. Les policiers s’enfuirent. C’est ainsi que tout a commencé. » (cité dans S. Chakravarti, *op. cit.*, p. 139).

<sup>7</sup> Rabindra Ray évoque quant à lui dix morts dont neuf aborigènes (cinq femmes et quatre hommes) et un officier de police (R. Ray, *op. cit.*, p. 96).

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 105.

Chine et rencontrera Mao<sup>9</sup>), annonce la naissance d'un parti « vraiment révolutionnaire » tirant son inspiration de Mazumdar<sup>10</sup>.

Pour ce dernier, un parti est indispensable. Il l'a écrit dès 1967 dans des termes éloquents :

« ... la révolution ne peut jamais réussir sans un parti révolutionnaire, un parti solidement ancré dans la pensée du président Mao Zedong, un parti composé de millions de travailleurs, de paysans et de jeunes des classes moyennes inspirés par l'idéal du sacrifice de soi. »<sup>11</sup>

S'il n'y a rien là de très nouveau – Bhagat Singh appelait déjà de ses vœux un tel parti et avait fait le sacrifice de sa personne à la cause<sup>12</sup> – Mazumdar innove en introduisant dans la pratique révolutionnaire un sens de la méthode largement inédit. Ray le qualifie de « techniciste »<sup>13</sup>. Mazumdar est trop passionné et pressé pour être méthodique, mais il introduit de la méthode – et même une méthode – dans une démarche communiste qui, jusque-là, était restée très incantatoire ou artisanale dans sa quête révolutionnaire. Cette méthode, c'est d'abord celle du président Mao. Celui-ci a énoncé dix « principes d'opération » que l'on peut résumer ainsi :

- 1 – attaquer les ennemis dispersés en premier ;
- 2 – prendre d'assaut les villes petites et moyennes – pas les grandes ;
- 3 – faire de l'annihilation de l'ennemi l'objectif prioritaire ;
- 4 – dans chaque bataille, mobiliser des forces supérieures à celles de l'ennemi pour l'encercler et l'anéantir ;
- 5 – ne mener aucun combat non préparé ;
- 6 – ne craindre ni le sacrifice de soi ni la fatigue ;
- 7 – attaquer l'ennemi quand il est en mouvement ;
- 8 – dans le cas des villes, s'attaquer aux points faibles – ne pas s'en prendre aux lieux les mieux défendus ;
- 9 – se réarmer avec le matériel pris à l'ennemi ;
- 10 – utiliser le temps qui sépare deux attaques pour se reposer et consolider ses gains.

Mazumdar n'a pas saisi que la révolution, dans ces conditions, serait une œuvre de longue haleine – ce que lui reproche d'emblée Kanu Sanyal<sup>14</sup> – mais il trouve dans le maoïsme

---

<sup>9</sup> Selon l'entretien publié par *Times of India* en mai 2007 et à nouveau lors de la mort de Kanu Sanyal, celui-ci aurait eu une entrevue de quarante-cinq minutes avec Mao et Zhou Enlai. « Le conseil de Mao se résumait à : quoique vous appreniez en Chine, essayez de l'oublier. Retournez dans votre pays, essayez d'en comprendre la situation spécifique et poursuivez la révolution » (*Times of India*, 23 mars 2010). Fort de cet avis, Sanyal est en désaccord avec Mazumdar qui veut appliquer à la lettre le précepte maoïste d'annihilation des ennemis de classe.

<sup>10</sup> R. Ray, *op. cit.*, p. 107.

<sup>11</sup> Cité in *Ibid.*, p. 144.

<sup>12</sup> Bhagat Singh (1907-1931) est considéré comme l'un des premiers révolutionnaires indiens influencés par le marxisme. Il fut pendu par les Britanniques pour le meurtre d'un officier de police. Voir C. Jaffrelot, « Inde : la révolution introuvable ? Des révolutionnaires en quête de légitimité au pays de Gandhi (1895-1935) », in H. Bozarslan, G. Bataillon et C. Jaffrelot, *Passions révolutionnaires. Amérique latine, Moyen-Orient, Inde*, Paris, EHESS, 2011.

<sup>13</sup> « Ce qui singularisait la pensée de Mazumdar, c'était sa dimension techniciste (peut-être pourrait-on dire aussi mécanique) qui permettait de parvenir à une ligne d'action à partir de considérations qui étaient principalement symboliques. En présentant la révolution comme une technique, il avait mis fin aux sources de confusion avec lesquelles les leaders du CPI(M) et les dissidents se débattaient. » (R. Ray, *op. cit.*, p. 130).

<sup>14</sup> Sanyal confie ainsi à Chakravarti : « ... il voulait la révolution immédiate. La révolution instantanée. Je n'y croyais pas. » (cité dans S. Chakravarti, *op. cit.*, p. 156).

une méthode révolutionnaire applicable aux campagnes indiennes. Dès sa création, le CPI(ML) considère dans la « résolution politique » de son congrès fondateur que la principale contradiction de la société indienne oppose les propriétaires fonciers féodaux et les paysans. Priorité doit donc être donnée à la guérilla en milieu rural. En février 1970, Mazumdar publie dans *Liberation*, l'organe du CPI(ML), un article-programme intitulé « A few words about guerilla actions », qui recommande aux camarades du parti de suivre les séquences suivantes :

- mener une propagande préalable auprès des habitants par la voie du bouche à oreille ;
- former une escouade de sept membres dont un commandant avec les plus farouches opposants aux ennemis de classe locaux après leur avoir soufflé à l'oreille « que diriez-vous d'éliminer un tel » ;
- bien observer les faits et gestes de « l'ennemi de classe » à abattre ;
- préparer une cache dans une base de repli assez éloignée du lieu de l'action ;
- tuer, disparaître, revenir après quelque temps et amener des villageois à se féliciter de la liquidation d'un exploiteur par le bouche à oreille afin de tirer parti de la popularité de cet acte pour faire de nouvelles recrues et recommencer<sup>15</sup>.

Il s'agit à la fois de terroriser les dominants locaux et d'identifier ainsi les militants réellement fiables, car pour Mazumdar « celui qui n'a pas trempé ses mains dans le sang des ennemis de classe ne peut être considéré comme un communiste »<sup>16</sup>. Ces « campagnes d'annihilation », qui commencent en 1970, témoignent d'un recours systématique et doctrinal à la violence. Pour Mazumdar, « dans le contexte actuel, le seul critère d'évaluation du caractère révolutionnaire d'un parti est sa capacité à diriger la lutte armée »<sup>17</sup>. Un autre élément constitutif de sa méthode tient à son obsession du secret, qui renvoie aux sociétés révolutionnaires nées au tournant du xx<sup>e</sup> siècle dans la clandestinité. La pensée de Mao doit être propagée auprès du public, mais comme elle est subversive, cette démarche doit se faire sous le manteau :

« Le premier devoir des révolutionnaires est de répandre et de propager la pensée du président Mao et de tout faire pour intensifier la lutte des classes des paysans. Par conséquent, l'organisation du parti doit diffuser sa propagande au moyen de réunions secrètes »<sup>18</sup>.

Qui sont ces révolutionnaires ? Principalement de jeunes urbains de haute caste – des étudiants essentiellement – qui ont rejoint le CPI(ML) par idéal ou goût de l'aventure d'où doit sortir l'homme nouveau que Mazumdar appelle de ses vœux<sup>19</sup> :

« C'est seulement en s'impliquant dans la lutte des classes – la bataille pour l'anéantissement [des ennemis de classe] que nous créerons l'homme nouveau ; l'homme nouveau qui défiera la mort et qui ignorera toute idée d'égoïsme. Et avec cet esprit propre à défier la mort il s'avancera vers l'ennemi, lui arrachera son arme à mains nues, vengera les martyrs et l'armée populaire prendra

---

<sup>15</sup> P. Singh, *op. cit.*, p. 49.

<sup>16</sup> Cité dans R. Ray, *op. cit.*, p. 112.

<sup>17</sup> Cité dans *Ibid.*, p. 150.

<sup>18</sup> Cité dans *Ibid.*, p. 152.

<sup>19</sup> Chakravarti reproduit plusieurs interviews de vétérans du naxalisme, où l'on perçoit bien la sincérité et la dimension romantique de leur engagement – qui les ont parfois amenés à prendre des risques inouïs (voir notamment l'interview de son propre beau-père, dans S. Chakravarti, *op. cit.*, p. 122 et suiv.).

ainsi corps. Se rapprocher de l'ennemi est nécessaire pour dompter toute idée du soi. Et cela ne peut s'accomplir que par le sang des martyrs. Cela inspire et crée des hommes nouveaux à partir des combattants, les remplit de la haine de classe... »<sup>20</sup>

L'exaltation révolutionnaire de Mazumdar l'amène à ouvrir de multiples fronts. Le plus prometteur de tous s'avère être celui de Srikakulam, en Andhra Pradesh, où un mouvement de résistance paysan a déjà existé au début des années 1960. Des aborigènes se sont alors révoltés contre les propriétaires fonciers et les usuriers qui les asservissaient, sous l'impulsion d'un instituteur de la plaine, Satyanarayana. Après avoir obtenu quelques terres et une baisse des taux d'intérêt, ce dernier a suspendu le mouvement, relancé en octobre 1967 lorsque deux aborigènes qui se rendaient à un meeting communiste ont été assassinés par des propriétaires fonciers. Satyanarayana a levé une centaine d'escouades (*dalam*) de guérilleros. A compter de mars 1968, ce sont quelque huit cents hommes qui sont entrés en rébellion armée. Dans les zones libérées, ces insurgés ont mis sur pied des tribunaux populaires chargés de rendre la justice, et notamment de juger et de condamner les oppresseurs locaux. Satyanarayana s'est rendu à Calcutta, a adhéré au CPI(ML) et poursuivi la lutte non seulement en pillant les dominants locaux, mais en multipliant les attentats ciblés (vingt-neuf policiers ont été abattus entre le 20 décembre 1968 et le 30 janvier 1969). Charu Mazumdar vient dans la région en mars 1969, et y décèle les prémices d'un « Yenan indien » – du nom de la ville où Mao avait établi son quartier général de 1935 à 1949<sup>21</sup>.

Mazumdar est plus pressé que Mao. Il diversifie les fronts, non seulement en milieu rural, mais également en ville. Le 3 mars 1970, un cycle de violence urbaine est inauguré par l'attaque de sept cinémas de Calcutta affichant *Prem Pujari*, un film patriotique dénigrant la Chine, dont l'attaque à l'origine de la guerre de 1962 est dans toutes les mémoires.

A la campagne comme à la ville, les opérations coup-de-poing s'enchaînent donc sous la forme d'assassinats ciblés de propriétaires fonciers, d'usuriers et de policiers. Le mouvement s'étend aux Etats voisins, notamment au Bihar où, en 1971, cinquante naxalistes attaquent le poste de police de Singhbhum – tuant deux policiers et s'emparant de neuf fusils. Ce succès est le point de départ de l'Armée de libération du peuple.

Cette première mobilisation naxaliste qui court de 1967 à 1972 est écrasée dans le sang. Jusqu'en 1970, le gouvernement CPI(M) du Bengale occidental – où Jyoti Basu est *Deputy Chief Minister* en charge du ministère des Finances – s'est montré plutôt conciliant avec des hommes qu'il regardait encore parfois comme d'anciens frères d'armes. Après la destitution du gouvernement de Calcutta et l'imposition du contrôle direct par le gouvernement fédéral sur l'Etat (*president's rule*), la répression devient féroce – c'est l'opération Steeple-chase lancée le 1<sup>er</sup> juillet 1971. Les leaders naxalistes sont arrêtés ou abattus les uns après les autres<sup>22</sup>, le Congrès organisant sa propre milice sous la houlette de son principal leader local, Siddhartha Shankar Ray<sup>23</sup>.

---

<sup>20</sup> Cité dans R. Ray, *op. cit.*, p. 170.

<sup>21</sup> Cité dans P. Singh, *op. cit.*, p. 63.

<sup>22</sup> Début 1972, on compte 4 000 naxalistes en prison au Bengale occidental, 2 000 au Bihar et 1 400 en Andhra Pradesh (P. Singh, *op. cit.*, p. 122).

<sup>23</sup> R. Ray, *op. cit.*, p. 118.



Arrêté suite à une indiscretion dont la source reste inconnue Mazumdar meurt en prison – officiellement d’une crise cardiaque – le 28 juillet 1972<sup>24</sup>. Au même moment, la Chine trahit la cause bengalie en soutenant la domination du Pakistan sur sa province orientale. L’attitude de Pékin n’empêchera pas la création, avec l’aide de l’Inde, du Bangladesh, mais elle coûtera cher en termes de popularité au sein du mouvement communiste indien, essentiellement bengali à cette époque.

## TRAJECTOIRES NAXALISTES : FRAGMENTATION ET VERNACULARISATION D’UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Après la disparition de Mazumdar et la répression du début des années 1970, le mouvement naxaliste est affaibli par une nouvelle vague de coercition liée à la déclaration de l’état d’urgence en juin 1975. Cette décision, qui revient à mettre la démocratie entre parenthèses pendant dix-huit mois, est motivée par une contestation de plus en plus large d’Indira Gandhi dans la rue. L’état d’urgence se traduit d’ailleurs par l’arrestation de nombreux leaders de l’opposition. Mais il permet aussi de pourchasser ceux qui sont dans la clandestinité, comme les séparatistes sikhs et les naxalites. Affaiblis, ces derniers se déchirent dans des luttes internes qui ont d’ailleurs commencé dès la création du CPI(ML), l’extrême gauche indienne n’ayant pas son pareil en matière de querelles doctrinales et de factionalisme. Dans les années 1970, l’un des sujets de débat concerne le jeu électoral. Le CPI(ML) se décide à le jouer en 1977 pour lutter contre l’autoritarisme d’Indira Gandhi à visage découvert. Satyanarayan Singh, qui depuis 1971 dirige une faction hostile à la ligne Mazumdar – et qui conserve le label CPI(ML) – se dédouane alors de la réputation violente dont on gratifie les naxalites :

« Nous souhaitons affirmer solennellement que ce n’est pas notre parti qui a choisi initialement la violence. Ce n’est pas notre parti qui a choisi la clandestinité. C’est au contraire la politique du "Tuez-les et brûlez tout !" suivie par le parti du Congrès qui est responsable de tout cela. Nous déclarons solennellement que la violence n’est pas notre idéologie. Notre idéologie, c’est le marxisme-léninisme. »<sup>25</sup>

On retrouve là l’inconfort traditionnel des communistes qui n’assument pas aisément le recours à la violence. D’autres vétérans naxalites vont plus loin. De leurs prisons, d’anciens lieutenants de Mazumdar comme Kanu Sanyal appellent les électeurs bengalis non seulement

---

<sup>24</sup> Prakash Singh, ancien chef de la police de l’Uttar Pradesh qui a suivi les naxalites comme officier du renseignement, se souvient d’avoir vu Mazumdar à ce moment-là : « C’était alors un homme brisé, que ses lieutenants avaient abandonné. J’ai eu l’occasion de le rencontrer avant qu’il ne meure d’une crise cardiaque, le 28 juillet. C’était stupéfiant de constater combien un homme d’apparence aussi frêle pouvait emmagasiner d’énergie. Il avait l’air penaud, abattu de l’homme qui a perdu ses illusions. » (P. Singh, *op. cit.*, p. 123).

<sup>25</sup> Cité in P. Singh, *op. cit.*, pp. 131-132.

à ne pas boycotter les élections, mais encore à voter pour le CPI(M). Satyanarayan Singh, lui, fait entrer le CPI(ML) dans l'arène électorale en présentant trois candidats au Bengale occidental, un au Bihar et un autre au Punjab. Il remporte un siège à l'assemblée provinciale du Bengale occidental<sup>26</sup>.

La prégnance de la tentation électorale – qui ne concerne toutefois qu'une minorité des naxalistes – témoigne du malaise persistant que suscite l'option révolutionnaire chez bien des communistes indiens. Après le CPI, puis le CPI(M), c'est au tour du CPI(ML) de basculer dans ce que les naxalistes appellent le « crétinisme parlementaire ». Le choix de la voie électorale s'explique sans doute autant par l'espoir de changer la société indienne par les urnes que par les échecs de la stratégie révolutionnaire. Les naxalistes les plus impatientes constatent qu'il est très difficile de reproduire en un lieu les méthodes qui ont donné des résultats ailleurs. Mohan Ram, historien du communisme en Inde, constate ainsi que les succès de la lutte armée à Srikakulam – tempérés par la fin tragique de Satyanarayana tué par la police en juillet 1970 – ont donné lieu à des raccourcis mal pensés :

« Les mêmes tactiques ont été essayées sans grand discernement dans d'autres districts d'Andhra Pradesh où il n'y avait pas de tradition de mobilisation de masse. Les résultats furent désastreux : les actions de guérilla n'avaient aucun lien avec les demandes des paysans. Les escouades d'une région parcouraient des distances énormes pour mener des raids avant de partir encore ailleurs. Faute de travail politique, les raids donnaient aux paysans l'impression d'actes de banditisme sans signification politique. »<sup>27</sup>

Au-delà des échecs de la lutte armée et de la tentation de la voie électorale, les naxalistes renonçant à la voie révolutionnaire peuvent aussi être séduits par les ouvertures du pouvoir. Après avoir sévèrement réprimé l'insurrection dans les années 1970, et après l'alternance qui succède en 1977 à l'état d'urgence, le gouvernement indien s'est en effet résolu à négocier avec des factions issues de la fragmentation du mouvement naxaliste, qui ne sont plus guère en position de force de toute façon. Mais si les « renégats » se multiplient, le nombre de ceux qui ne désarment pas et, au contraire, se professionnalisent en corrigeant les erreurs passées, augmente aussi. On observe cette diversité de trajectoires en Andhra Pradesh et au Bihar, les deux bastions du mouvement dans les années 1980-1990, où la mouvance naxaliste se vernacularise en se rapprochant, respectivement, de mouvements *dalit* (intouchables) et *adivasi* (aborigènes). La sociologie du maoïsme indien, dominée jusque-là par des intellectuels de haute caste urbains – et notamment par des étudiants *bhadralok* (les « gens nobles » en bengali) se transforme.

---

<sup>26</sup> Santosh Rana est élu dans la circonscription de Gopiballavpur, précisément là où le CPI(ML) avait déclenché la lutte armée sur le modèle de Naxalbari. Notons que le CPI(ML) soutient l'Akali Dal au Punjab et le Janata Party – né de la fusion de la plupart des partis d'opposition pour battre madame Gandhi – partout ailleurs (P. Singh, *op. cit.*, p. 133).

<sup>27</sup> M. Ram, « The communist movement in India », in K. Gough et H. P. Sharma (eds), *Imperialism and Revolution in South Asia*, New York et Londres, Monthly Review Press, 1973, p. 351.

## Le People's War Group en Andhra Pradesh ou la défense des *adivasi*

En Andhra Pradesh, un ancien lieutenant de Mazumdar, Kondapalli Seetharamaiah, quitte en 1980 l'organisation qu'il avait contribué à créer après la mort de son chef pour constituer le CPI(ML)-People's War Group. Mais c'est pour mieux suivre la voie tracée par Mazumdar, celle dite de l'anéantissement total, dont les autres naxalistes tendent selon lui à s'éloigner. Le PWG – pour reprendre l'abréviation la plus usitée – va en quelques années se tailler de nombreux fiefs dans la zone tribale où les aborigènes, paysans sans terres pour la plupart, sont victimes d'une exploitation à la limite de l'esclavage. A la fin des années 1980, le PWG a établi des gouvernements parallèles dans les districts de Karimnagar, Warangal et Adilabad. Il y lève l'impôt, inflige des amendes aux riches dominants – qu'ils soient propriétaires fonciers ou marchands – et tient des tribunaux populaires qui traitent les cas d'exploitation économique, mais aussi ceux des fonctionnaires corrompus ou les affaires privées comme le harcèlement des femmes et les affaires de dot. Sous la pression de ces *gorakala dora* (« seigneurs des fourrés »<sup>28</sup>), les salaires des ouvriers agricoles augmentent et certaines terres sont redistribuées, des succès qui renforcent leur popularité, tout comme leur décision de fermer de force les débits de boisson dans les zones qu'ils contrôlent pour lutter contre l'alcoolisme. Le système de valeurs de cette paysannerie en lutte pour ses droits et une vie digne s'incarne dans le répertoire d'un ménestrel naxaliste, Gaddar, qui parcourt les routes de l'Andhra pour dénoncer la condition des masses et montrer la voie de l'émancipation<sup>29</sup>.

Comme son nom l'indique, le PWG est un mouvement de guérilla qui acquiert peu à peu un armement des plus sophistiqués. En 1989, pour la première fois, il fait usage de AK-47 et de mines télécommandées (probablement fournis par le LTTE, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul) pour s'attaquer à la police, faisant sept morts dans le district d'Adilabad. Le groupe n'hésite pas non plus à prendre des otages pour obtenir la libération de camarades arrêtés, et à punir les indicateurs au moyen de châtiments corporels (mains ou pieds amputés). Le nombre des « incidents naxalistes » passe de cinquante-trois en 1981 à sept cent cinquante-trois en 1990, selon une courbe quasi linéaire, le nombre des morts augmentant de dix à quatre-vingt-quatorze. Le gouvernement déclenche alors une répression sévère. Le PWG est dissout en 1992, année où deux cent quarante-huit naxalistes sont abattus et trois mille quatre cent trente-quatre cadres arrêtés. Le nombre « d'incidents » décline alors brutalement, de mille deux cent trente en 1991 à deux cent douze en 1992.

De manière significative, le gouvernement s'efforce d'organiser des négociations dès que le mouvement lui semble affaibli. Il légalise le PWG en 1995 avant de l'interdire à nouveau dès l'année suivante.

---

<sup>28</sup> Les naxalistes avaient choisi ce nom par dérision, *dora* étant aussi le mot désignant les propriétaires terriens en Andhra Pradesh.

<sup>29</sup> P. Singh, *op. cit.*, p. 144.

## Le naxalisme au Bihar, une armée de défense des *dalit* ?

Si Mohan Ram a pu déplorer, en 1973, l'indifférence de certains naxalistes vis-à-vis des caractéristiques du terrain, cette remarque ne vaut pas pour ceux du Bihar, très actifs depuis le début des années 1980, qui ont adopté un *modus operandi* fondé sur l'action de masse et les questions de caste, très prégnantes dans la province. Charu Mazumdar n'ignorait pas la caste. L'« abolition du système des castes » figurait parmi les quarante points du programme que le CPI(ML) s'était donné en mai 1970<sup>30</sup>, même si pour Mazumdar comme pour tous les communistes, la classe demeurait la principale unité d'analyse des rapports sociaux. Certains naxalistes du Bihar observent avec une attention particulière cette part de l'héritage de Mazumdar.

Ce sont d'abord ceux du groupe dit du Dakshin Desh (« le pays du Sud », par comparaison avec le grand frère chinois du Nord) qui ne s'est pas fondu dans le CPI(ML) lorsque celui-ci s'est constitué, et a formé le Maoist Communist Centre (MCC) en 1969<sup>31</sup>. Ce mouvement subordonne les opérations armées privilégiées par Mazumdar et ses héritiers du PWG à une action de conscientisation des masses. D'où l'organisation d'escouades de militants issus des villes qui pénètrent dans les villages la nuit tombée pour politiser les paysans. Le mouvement s'est doté d'une branche militaire dans les années 1980, le Lal Raksha Dal (Groupe de protection rouge) gros de quelque dix mille membres, dont cinq cents à temps plein. Il regroupe surtout des gens de basse caste et s'en prend aux dominants, qui non seulement exploitent les paysans, mais en outre sont de haute caste<sup>32</sup>. Les Bhumihar, une caste de cultivateurs dominant la propriété foncière et se disant proche des Brahmanes par son statut, est ainsi la cible privilégiée des naxalistes du Bihar en partie à cause du rang qu'elle revendique au sommet de la hiérarchie des castes. En effet, si la situation des paysans pauvres par rapport aux moyens de production continue d'être le ressort essentiel des violences, celles-ci se colorent d'antagonismes de castes plus prononcés au Bihar qu'ailleurs et à l'origine d'une solide tradition de *vendetta* et de représailles. A telle enseigne que les victimes de ces attaques des années 1980 créent la Savarna Morcha (Front de libération des hautes castes). Bien des castes se sont ainsi doté de leur armée privée (*jati sena*).

Finalement, le MCC se rapproche des méthodes du PWG : il se met lui aussi à rendre la justice et à punir les coupables par des châtiments corporels.

Les autres composantes du naxalisme au Bihar suivent d'autres voies. Le groupe Liberation se hasarde sur le chemin électoral à travers un Front du peuple indien, qui présente des candidats dès 1985 et obtient huit élus en 1989, dont sept à l'assemblée du Bihar et un au parlement national, un bilan qui n'est pas de nature à faire des émules.

---

<sup>30</sup> Cité dans Inquilab Zindabad [Vive la Révolution – nom d'un collectif naxaliste], « The red sun is rising : Revolutionary struggle in India », in K. Gough et H. P. Sharma (eds), *op. cit.*, p. 367.

<sup>31</sup> Voir la rubrique MCC sur le blog Maoist Resistance (<http://maoistresistance.blogspot.com/>) diffusé depuis le Kérala par un sympathisant, migrant de site en site miroir pour échapper aux *hackers* (parmi les versions précédentes encore consultables : <http://resistanceindia.blogspot.com/>), mais d'autres blogs sympathisant (<http://peoples-march.blogspot.com/> et <http://naxalrevolution.blogspot.com/> notamment) démontrent à quel point les maoïstes indiens savent prolonger la lutte dans la jungle virtuelle.

<sup>32</sup> P. Singh, *op. cit.*, p. 157.

Si les deux premières décennies de l'histoire du mouvement décrivent ainsi une sorte de courbe en cloche dans la plupart des régions, qui finit par déboucher sur un plateau dans le cas du Bihar et de l'Andhra Pradesh, les années 1990 sont marquées par une remontée en puissance qui concerne non seulement les zones historiques du naxalisme, mais également de nouvelles aires géographiques, qui étaient jusqu'à présent restées à l'écart de ce phénomène.

## LES REVOLUTIONNAIRES DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE OU LE (RE)NOUVEAU NAXAL

Le mouvement « naxal », pour reprendre la nouvelle terminologie utilisée par la presse, connaît depuis le début des années 2000 une recrudescence due, notamment, à un effort unitaire sans précédent. Après des décennies de division, les forces maoïstes en Inde se sont regroupées en un seul mouvement pour mettre en œuvre une stratégie quelque peu différente des précédentes.

### Le CPI(Maoist), un « parti unique » à la conquête méthodique des campagnes – et des villes

Le 14 octobre 2004, après deux ans de négociation, le chef du People's War Group rebaptisé People's War CPI(ML), Muppala Laxman Rao (*alias* Ganapati) et le secrétaire général du comité central du Maoist Coordination Committee of India (MCCI), Kishan (un pseudonyme), annoncent la fusion de leurs deux organisations et la naissance du CPI(Maoist), dont le premier nommé va devenir le leader<sup>33</sup>. Leur communiqué conjoint est assorti d'un texte programmatique que Mao aurait pu écrire :

« Cette révolution aura lieu et sera accomplie à travers une guerre révolutionnaire paysanne armée, c'est-à-dire une longue guerre du peuple dont la conquête armée du pouvoir reste la tâche centrale et principale, *via* l'encercllement des villes à partir des campagnes et leur capture finale. Les campagnes et la guerre d'usure du peuple resteront le "centre de gravité" du parti, tandis que le travail dans les villes ne viendra qu'en complément. »<sup>34</sup>

---

<sup>33</sup> Muppala Laxman Rao, *alias* Chandrasekhar, *alias* Ganapati, est un ancien instituteur âgé de 51 ans. Originaire du district de Karimnagar, au nord-ouest de l'Andhra Pradesh, il est entré dans la clandestinité dans les années 1970. La presse et les chaînes de télévision indiennes ont diffusé le 24 octobre 2009 des images vidéo (anciennes et sans doute « fuitées » par la police) révélant pour la première fois son visage.

<sup>34</sup> Texte repris dans la Constitution du CPI(Maoist), «Maoist documents», <http://www.satp.org/satporgtp/countries/india/maoist/documents/papers/partyconstitution.htm> (consulté le 9 juin 2011).

S'inscrivant dans la continuité du travail déjà accompli, le CPI(Maoist) va toutefois innover en se montrant plus professionnel que certains de ses prédécesseurs dans les campagnes, et en prêtant une attention nouvelle aux villes.

Comme le confie R. K. Majumder, le directeur général de la police armée du Bengale occidental, les naxals du <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle n'ont plus grand-chose à voir avec les *shokher naxals* (*hobby naxals* ou « naxals du dimanche ») des années 1960-70<sup>35</sup>. Le romantisme qui poussait de jeunes étudiants sur le chemin de la révolution a fait place à de froids calculs stratégiques, qui n'excluent pas une part d'idéal révolutionnaire. Les nouveaux naxals ont simplement appris des échecs de leurs aînés qu'il fallait vraiment mettre en œuvre les techniques préconisées par Mao et avec plus de rigueur – sans chercher à brûler les étapes comme l'avait fait Charu Mazumdar. Cette inflexion se lit déjà dans un document de 2002 produit par People's War CPI(ML), *Social Conditions and Tactics - A report based on preliminary social investigation conducted by survey teams during August-October 2001 in the Perspective Area* (« Conditions sociales et tactiques - Un rapport fondé sur une enquête préliminaire menée par des équipes d'enquêteurs dans la zone d'action future en août-octobre 2001 »). La « zone d'action future » en question – une terre de mission – se trouve au Karnataka mais pourrait être n'importe où ailleurs en Inde. On déduit du rapport que lorsque les naxals identifient une nouvelle zone à libérer, ils s'intéressent d'abord à sa sociologie, au cadastre, à l'endettement et aux prix agricoles. Les paysans sans terre font l'objet d'une attention particulière. En l'occurrence, ils s'avèrent être surtout des *dalit* et des aborigènes – comme souvent en Inde – soumis à la domination de castes supérieures, les brahmanes et les *vokkaliga* (la caste dominante du lieu) dont le rapport donne une liste détaillée (on sait ainsi quel est le propriétaire brahmane qui est « connu pour briser deux cravaches sur le dos de ses métayers »<sup>36</sup>). Les paysans sans terre se révèlent exploités au point de toucher jusqu'à 15 % de moins que le salaire minimum légal. Quant au cadastre, il montre les terres cultivées par de riches paysans ne disposant pas de titres de propriété, au mépris de la loi. Les taux d'intérêt sont supérieurs à 30 % l'an et les usuriers étant les propriétaires fonciers, les paysans « marginaux » ou sans terre endettés auprès d'eux en sont souvent réduits à leur céder tout ou partie de leur lopin, ou à tomber dans une sorte de servage pudiquement appelé en Inde *bonded labour*. La chute des prix agricoles concernant les denrées cultivées dans la zone (poivre, cardamome, café) varie entre 40 et 70 % sur deux ans, d'où une baisse des salaires agricoles de 25 à 40 %. Enfin, le rapport recense les armes disponibles dans le village. Sur la base de cette analyse détaillée, ses auteurs proposent une double stratégie. Il s'agit d'une part de créer des organisations secrètes chargées d'encadrer les femmes, les *coolies* (des intouchables dans leur grande majorité) et les aborigènes afin de les familiariser avec le programme naxaliste. A ce travail politique s'ajoute une action militaire. La branche armée du mouvement – la People's Guerilla Army – est ainsi appelée à établir des têtes de pont au niveau d'un groupe de villages, chaque escouade ayant 800 kilomètres carré à son actif, quatre escouades en réseau devant être en mesure de couvrir 3 200 kilomètres carré<sup>37</sup>.

---

<sup>35</sup> Cité dans S. Chakravarti, *op. cit.*, p. 116.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 243.

<sup>37</sup> *Ibid.*

Dans bien des zones cibles des naxals, le travail politique se double d'un travail social. A l'instar des fondamentalistes, ils sont devenus experts en bienfaisance, à la faveur des manquements de l'Etat à ses devoirs sociaux<sup>38</sup>. Ayant identifié les recrues potentielles, ils prennent en charge leurs parents, leur versent un salaire, organisent leur mariage...<sup>39</sup> Au-delà, ils peuvent mettre en place un dispositif – certes rudimentaire – de soin et d'éducation parallèle. Une fois la zone en partie libérée, ils ajoutent à ces bonnes œuvres une action de développement économique. Partout la priorité est accordée à la redistribution des terres de manière à ce que celles-ci appartiennent à ceux qui les cultivent<sup>40</sup>. Cet objectif est à l'origine de toute une série de jugements prononcés par des tribunaux révolutionnaires à l'image de ceux que nous avons décrits plus haut à propos des années 1970-90. Au-delà, et c'est un développement récent, les naxals orchestrent une mise en valeur économique de la localité qu'ils contrôlent au moyen de « comités de développement des villages » qui promeuvent un dispositif quasi autarcique fondé sur le percement de puits ou la création de barrages, de routes, de canaux d'irrigation...<sup>41</sup>

A cette stratégie rurale des plus sophistiquées s'ajoute depuis quelques années une démarche à l'égard des villes. En 2004 le CPI(Maoist), qui vient juste de voir le jour, produit un plan d'action détaillant de façon très précise ce que devrait être sa stratégie urbaine<sup>42</sup>. Celle-ci, est-il précisé d'emblée, « jouera un rôle secondaire, complémentaire de l'activisme rural » :

« ...tout en accordant la priorité au travail en milieu rural, nous devons aussi reconnaître l'importance de la lutte urbaine. Sans un solide mouvement révolutionnaire urbain, la guerre du peuple qui est en cours se heurtera à bien des difficultés ; pire, sans la participation des masses urbaines, il est impossible de l'emporter dans les campagnes. Comme le dit le camarade Mao, "l'objectif final de la révolution est la conquête des villes, les bases principales de l'ennemi et cet objectif ne peut être atteint sans un travail adéquat dans les villes" »<sup>43</sup>.

En dépit de l'accent mis sur la fidélité au programme naxaliste traditionnel – appuyé par une citation en bonne et due forme du Grand Timonier – ce nouvel intérêt pour les villes témoigne de plusieurs innovations concernant les groupes cibles et le *modus operandi*. S'agissant des premiers, les naxals font un pas de plus dans la différenciation sociale qu'ils ont déjà commencé d'opérer dans les campagnes. Ils ont cessé de n'y décrypter la société qu'en termes de propriétaires fonciers vs. métayers et paysans sans terre, pour laisser une place aux considérations de castes et de tribus. Dans les villes ils vont plus loin, reconnaissant « des groupes sociaux spécifiques comme les femmes, les intouchables,

---

<sup>38</sup> Voir *Critique internationale* n° 4, été 1999, « Variations » sous la direction de C. Jaffrelot, « Les "bonnes œuvres" des extrémistes ».

<sup>39</sup> S. Chakravarti, *op. cit.*, p. 117.

<sup>40</sup> Les naxals interdisent la possession d'une superficie supérieure à 5 acres, soit 2 hectares (« Spring thunder », *Tehelka*, 19 mars 2005 : [http://www.tehelka.com/story\\_main11.asp?filename=Ne031905SPRING.asp](http://www.tehelka.com/story_main11.asp?filename=Ne031905SPRING.asp)).

<sup>41</sup> Voir le cas de réalisations en Andhra Pradesh relatées par un vétéran naxaliste (S. Chakravarti, *op. cit.*, p. 199).

<sup>42</sup> Ce rapport figure sur le blog *Resistance India* : <http://resistanceindia.wordpress.com/2007/10/30/cpi-maoist-urban-perspective/>

<sup>43</sup> S. Chakravarti, *op. cit.*, p. 17. La citation de Mao est issue de *Selected Works*, Vol. II, Foreign Languages Press, Beijing, 2004, p. 317.

et les minorités religieuses »<sup>44</sup>. Cette dernière catégorie mérite une attention particulière car elle ne figurait pas dans le programme des naxalites jusqu'alors. Elle vise d'abord les musulmans en vertu d'un sécularisme militant qui conduit les naxals à désigner les nationalistes hindous, principaux oppresseurs des musulmans, comme leur ennemi public numéro un. Une résolution du neuvième congrès du CPI(Maoist) appelle ainsi :

« ...à construire contre les forces fascistes hindoues un large U[nited] F[ront] avec toutes les forces sécularistes et les minorités religieuses victimes de persécutions comme les musulmans, les chrétiens, et les sikhs. [...] Cette tâche est apparue dans tous nos documents depuis plusieurs années, mais peu de choses ont été faites à ce jour. L'une des explications de cet échec tient à la faiblesse de nos organisations rurales, mais une autre raison, plus importante, est à rechercher dans notre manque d'intérêt pour le travail parmi les minorités [...] en particulier les masses musulmanes qui sont les premières victimes, et les plus nombreuses, des atrocités commises par les fascistes hindous. Mais pour prendre pied parmi les musulmans, étant donné l'extrême ghettoïsation qui règne dans presque toutes les villes de l'Inde, il faudrait prendre la décision délibérée de transférer certaines de nos forces des zones à majorité hindoue pour les baser dans les bidonvilles et les quartiers habités par des musulmans pauvres. Ce devrait être la première étape vers l'édification d'un front uni »<sup>45</sup>.

L'usage du conditionnel n'est pas seulement ici révélateur de la faiblesse des naxals en dehors du milieu hindou, il témoigne des hésitations qui jalonnent la mise en œuvre de la toute nouvelle stratégie urbaine.

Le *modus operandi* préconisé par le rapport n'apparaît encore, effectivement, qu'en filigrane. La stratégie recommandée repose sur trois lignes de force qui se recoupent parfois : le secret, l'entrisme et l'empathie. Dans les villes plus encore qu'à la campagne où l'Etat est moins présent et les « ennemis de classe » moins nombreux, l'action des naxals doit être clandestine. Elle doit l'être plus encore lorsqu'il faut s'introduire dans les institutions existantes, l'une des principales pistes du rapport. Il peut s'agir ici d'infiltrer les rangs de l'ennemi – et notamment des forces de l'ordre (armée, police...) – non seulement pour obtenir de précieux renseignements mais pour faire de nouvelles recrues<sup>46</sup> ; il peut aussi être question de noyauter des organisations dont la liste n'est pas limitative : « organisations des habitants des bidonvilles, comités de quartier, cercles de femmes, clubs de jeunes, associations culturelles, comités chargés de l'organisation de fêtes comme celles en l'honneur de Ganesh, les *durga puja*, l'anniversaire d'Ambedka etc. »<sup>47</sup>. Quel que soit l'organe, l'important est d'en prendre le contrôle. Que les naxals aient créé leurs propres structures ou qu'ils en aient phagocyté d'autres, la stratégie à suivre ensuite doit être empathique au sens où loin de se déclarer d'emblée révolutionnaires, ces organisations doivent promouvoir les besoins concrets de la population locale – qu'il s'agisse de la construction de latrines, de l'accès à l'eau, de la fourniture d'électricité. Là aussi, il faut avancer masqué pour se faire accepter avant de monter en puissance dans le registre révolutionnaire.

---

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>45</sup> *Ibid.*, pp. 42-43. A notre connaissance, les naxals ne comptent pas parmi leurs leaders de musulmans ni de chrétiens.

<sup>46</sup> « Il est très important de pénétrer l'armée et les forces paramilitaires, la police et les échelons supérieurs de l'appareil d'Etat. Il nous faut obtenir des informations concernant l'ennemi, pour gagner des soutiens révolutionnaires au sein de ces organes, et même pour inciter à la révolte quand le temps sera venu. » (S. Chakravarti, *op. cit.*, p. 47).

<sup>47</sup> *Ibid.*, pp. 26-27.



## L'extension du domaine des naxals

Avant même de mettre en œuvre la stratégie urbaine annoncée dans le rapport de 2004, le mouvement naxaliste connaît un essor significatif dès le tournant du siècle. Il dispose d'environ cinquante mille combattants bien armés. Hormis six à sept mille armes régulières (du pistolet volé à la police aux AK-47 importés de Sri Lanka ou du Népal), le mouvement maîtrise la fabrication d'engins explosifs improvisés. Ayant appris à les construire grâce à l'aide des Tigres tamouls, les naxals en produisent dans leurs propres ateliers clandestins disséminés à travers l'Inde pour miner les routes<sup>48</sup>. Le nombre de leurs victimes – largement dues aux explosifs – est passé de quelque cinq cents morts par an jusqu'au début des années 2000 à près du double (neuf cent cinquante et un en 2006) d'après le ministère de l'Intérieur indien. Cette amplification du phénomène est allée de pair avec l'extension géographique du mouvement. En 2004 le phénomène concernait cinquante-cinq districts répartis dans neuf Etats (Andhra Pradesh, Bihar, Maharashtra, Orissa, Madhya Pradesh, Chhattisgarh, Jharkhand, Bengale occidentale et Uttar Pradesh). En 2005, le nombre de districts « infestés »<sup>49</sup>, pour reprendre la terminologie officielle, était passé à soixante-seize et en 2006 à cent soixante-cinq (sur six cent deux)<sup>50</sup>, soit quatorze Etats, le Karnataka, le Kérala, le Tamil Nadu, l'Uttarakhand et l'Haryana ayant rejoint les précédents<sup>51</sup>.

### • Les inégalités, terreau de l'expansion des naxals

Cette expansion ne s'explique pas seulement par les efforts unitaires qui ont culminé avec la création du CPI(Maoist). Elle doit aussi beaucoup à la situation socio-économique en Inde après la libéralisation de 1991, qui a vu les inégalités sociales et géographiques s'accroître à la faveur du désengagement de l'Etat<sup>52</sup>. La libéralisation a permis à ceux qui disposaient déjà d'un capital – financier, social et/ou intellectuel – de s'enrichir encore tandis que ceux

---

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 3. Certaines des armes les plus sophistiquées sont originaires de Sri Lanka où le LTTE a été en mesure d'en fournir aux naxals jusqu'en 2009. L'usage des mines (le plus souvent télécommandées à distance), qui font de nombreuses victimes parmi les policiers, est facilité en Inde par le fait que les routes sont souvent en terre battue (*Ibid.*, p. 75).

<sup>49</sup> Mesurer l'ampleur de l'emprise des naxals sur ces territoires est malaisé. Fidèles au président Mao, les naxalistes distinguent trois niveaux de présence sur un territoire : celui-ci peut être « en lutte », le cadre d'une guérilla ou « libéré ». Dans un premier temps les naxals font de la reconnaissance et s'intègrent à la population. Ensuite ils introduisent des armes et forment des escouades (*dalam*). Une fois la zone « libérée », ils donnent le pouvoir aux paysans à travers la création de comités du peuple (*sangham*).

<sup>50</sup> Ces chiffres doivent évidemment être relativisés. Comme le fait remarquer Nihar Nayak, un expert de l' IDSA (Institute for Defence Studies and Analysis), les autorités centrales et provinciales ne réussissent pas à accorder leurs statistiques. Ainsi, concernant l'Etat d'Orissa en 2008, New Delhi annonce neuf districts infestés, alors que les autorités provinciales en comptent dix-sept. N. Nayak : « Orissa : Industrial zones vs naxalite liberated zones part-II », 21 juin 2008, [http://www.sspconline.org/opinion/Orissa-IndustrialZonesVsNaxaliteLiberatedZonest-II\\_NiharNayak\\_210608](http://www.sspconline.org/opinion/Orissa-IndustrialZonesVsNaxaliteLiberatedZonest-II_NiharNayak_210608)

<sup>51</sup> S. Chaktavarti, *op. cit.*, pp. 9-10.

<sup>52</sup> Himanshu, « Recent trends in poverty and inequality : Some preliminary results », *Economic and Political Weekly*, Vol. XLII, n° 6, 16 février 2007, p. 498.

qui n'en avaient pas (ou pas autant) ont stagné. Au milieu des années 2000, le pourcentage de ménages vivant avec moins de 90 000 roupies (soit 1 800 euros) par an restait supérieur à 70 % de la population. Ce clivage se doublait d'un véritable fossé entre urbains et ruraux, ceux qui dépensaient plus de 1 100 roupies par mois représentant 38,3 % des urbains et seulement 6 % des ruraux d'après le National Sample Survey, l'une des sources les plus fiables en la matière (voir les cartes 2 et 3 en annexe).

Ces chiffres reflètent la stagnation et même le déclin du secteur agricole. Dans les années 1980, le taux de croissance annuel moyen du produit agricole était de 4 %. Il est passé à 3,5 % dans les années 1990 et à 2 % dans les années 2000-2007, au moment où le secondaire et le tertiaire enregistraient des taux de croissance supérieurs à deux chiffres. Résultat, la part de l'agriculture dans le PNB indien est passée de 29,76 % dans les années 1993-1994/1995-1996 à 23,15 % dans les années 2000-2001/2002-2003 et à 17 % en 2010/2011, alors que le secteur primaire continue d'employer plus de 60 % de la population active. La crise agricole de l'Inde dont se nourrit le naxalisme s'explique notamment par le désintérêt croissant de l'Etat pour ce secteur. Les subventions aux engrais ont diminué de 20,18 % entre 2000-2001 et 2004-2005. Celles portant sur la fourniture de courant électrique – essentielle pour faire fonctionner les pompes servant à l'irrigation – ont baissé de 21,28 % en 2002-2003, passant de ce fait sous leur niveau de 1996-1997. Au-delà, l'investissement de l'Etat dans l'agriculture a évolué de 32,3 % des investissements agricoles en 1993-1995 à 23,6 % du total en 2003-2004. L'ensemble des investissements, tant publics que privés, a d'ailleurs connu une stagnation dans les années 1999-2000/2002-2003<sup>53</sup>.

L'Etat a également baissé la garde en ramenant les tarifs douaniers sur certains produits agricoles à des niveaux très bas dès le milieu des années 1990. La concurrence de denrées ainsi importées à bas coût a tiré les prix agricoles vers le bas. Certaines régions productrices de coton ont été les premières victimes de cette politique. Les droits de douane sur cette plante textile étant tombés à zéro, les importations ont progressé de 75 % et le prix du coton indien a chuté de 55 % entre 1996 et 2003. Dans l'est du Maharashtra, dans le Vidharba, une zone où le coton est parfois la seule culture commerciale pratiquée par les paysans, l'introduction de semences OGM, le fameux *BT Cotton*, a encore aggravé la situation des paysans. Les graines de cette variété imposée par l'Etat (qui refusait d'acheter le fruit des productions traditionnelles) étant stériles, les paysans déjà pénalisés par la baisse des cours et plusieurs mauvaises moussons ont dû s'endetter pour acquérir de nouvelles semences. Quand les créanciers ont réclamé leur dû, certains ont préféré mettre fin à leurs jours – la *cotton belt* autour de Nagpur a alors pris le nom de *suicide belt* – tandis que d'autres ont rejoint les rangs des naxals. En 2000, l'Etat du Maharashtra (le second plus important producteur de coton du pays derrière le Tamil Nadu) a relevé les tarifs douaniers à 5 %, puis à 30 %, mais cette mesure est venue bien tard et a été contredite par une autre : en 2006, insensible à la crise agricole, le gouvernement du Maharashtra a baissé le prix d'achat du coton de 20 %. Un responsable de la police rencontré par Chakravarti dans son quartier général de Bombay n'a pas hésité à dire, sous couvert d'anonymat, que l'essor du mouvement naxaliste dans le Vidarbha devait beaucoup à l'incurie d'hommes politiques

---

<sup>53</sup> Sur ce sujet, voir P. Sainath, *Everybody Loves a Good Drought*, Londres, Review, 1999.

qui n'avaient d'yeux que pour les zones prospères de l'Etat, le corridor Bombay-Poona et la *sugar belt*, où règne la canne à sucre. Il a fallu la vague de suicides de paysans dont la presse s'est fait l'écho pour qu'un chef de gouvernement se rende dans la zone : aucun de ses prédécesseurs ne l'avait fait depuis trente ans !<sup>54</sup>

**Tableau 1**  
**Le suicide des paysans : les cinq Etats de l'Inde les plus touchés par rapport au reste du pays (2006-2010)**

	Maharashtra	Andhra Pradesh	Karnataka	Madhya Pradesh et Chhattisgarh	Total des cinq	Total de l'Inde	% des cinq
1997	1917	1097	1832	2390	7236	13622	53.1
1998	2409	1813	1883	2278	8383	16015	52.3
1999	2423	1974	2379	2654	9430	16062	58.6
2000	3022	1525	2630	2660	9837	16603	59.2
2001	3536	1509	2505	2824	10374	16415	63.2
2002	3695	1896	2340	2578	10509	17971	58.5
2003	3836	1800	2678	2511	10825	17164	63.1
2004	4147	2666	1963	3033	11809	18241	64.7
2005	3926	2490	1883	2660	10959	17131	64
2006	4453	2607	1720	2858	11638	17060	68.2
2007	4238	1797	2135	2856	11026	16632	66.3
2008	3802	2105	1737	3152	10797	16196	66.7
TOTAL	41404	23279	25685	32454	122823	199132	61.5

**Source** : P. Sainath, « Farm suicide : a 12 year-saga », *The Hindu*, 25 janvier 2010

Quand la paupérisation des masses paysannes ne les pousse pas au suicide, elle les amène donc à prêter une oreille plus complaisante aux discours des naxals. Ce scénario est classique. La seule différence notable par rapport aux décennies antérieures tient au fait que la misère est moins liée à l'avidité des propriétaires fonciers et aux aléas climatiques, qu'à la politique de l'Etat. Mais les années 2000 ont vu l'émergence d'un scénario additionnel dans lequel, si l'Etat reste impliqué, la question agricole n'est plus aussi centrale. Ce scénario s'est développé dans des zones caractérisées par trois facteurs : la concentration de matières premières dans le sous-sol<sup>55</sup>, un terrain très accidenté et recouvert par la jungle, la présence majoritaire des tribus dans la population.

Trois Etats contigus, le Jharkhand, le Chhattisgarh et l'Orissa partagent cette triple caractéristique. Le deuxième mérite une attention particulière, car il est devenu au cours des années récentes un véritable laboratoire du naxalisme – et de la lutte anti-naxaliste.

<sup>54</sup> S. Chakravarti, *op. cit.*, p. 273-274.

<sup>55</sup> En 2010, Samarendra Das et Felix Padel estimaient par exemple les réserves en bauxite de l'Orissa à 2,27 trillions de dollars, soit deux fois le PIB de l'Inde (S. Das et F. Padel, *Out of this Earth : East India Adivasis and the Aluminim Cartel*, Orient Blackswan, 2010.).

## • Le Chhattisgarh, laboratoire du naxalisme et de la lutte anti-naxal

Né en 2000 de la division du Madhya Pradesh, le Chhattisgarh conjugue les trois caractéristiques énoncées plus haut qui ont contribué, chacune à sa manière, à en faire l'un des bastions du maoïsme en Inde.

– la région est connue comme le cœur de la *tribal belt* : les *adivasi* y sont très présents (31,8 % de la population exactement d'après le recensement de 2001) ;

– la région recèle de riches réserves de charbon, de minerai de fer, de manganèse, de bauxite, de quartz, d'or et, mieux encore, de diamant et d'uranium.

– il s'agit d'une zone au couvert végétal dense et au relief accidenté, deux facteurs rendant l'accès de la zone très difficile, d'autant que les routes et les pistes y sont peu nombreuses. Un district comme celui de Bastar (aussi connu sous le nom de Dandakaranya ou DK), au carrefour du Madhya Pradesh, de l'Orissa et de l'Andhra Pradesh, est ainsi très enclavé.

Ces trois caractéristiques ont combiné leurs effets à partir des années 1980. A la fin des années 1970, les naxalistes d'Andhra Pradesh avaient déjà initié une *Go to the Village Campaign*. Elle les préparait à travailler parmi des *adivasi* subissant l'oppression de propriétaires fonciers de type féodaux et de l'Etat (notamment pour ce qui concernait la limitation de leur accès aux produits de la forêt, comme les feuilles de *tendu* dont on fait les *bidi*<sup>56</sup>), sans compter le mépris violent des policiers non autochtones pour les tribus. Lorsque ces maoïstes ont été soumis à la répression de l'Etat d'Andhra Pradesh à partir des années 1970-1980, ils ont utilisé la zone tribale du sud du Chhattisgarh comme une base de repli où la jungle rendait les poursuites difficiles.

Ce sanctuaire est peu à peu devenu un laboratoire<sup>57</sup>. Les militants venus des villes ont pris la peine d'apprendre les dialectes locaux, se sont mariés avec des femmes autochtones et, surtout, ont obtenu des salaires plus rémunérateurs pour les *adivasi* qui collectaient les feuilles de *tendu* et les bambous pour les usines de papier (le prix du fagot de vingt bambous serait ainsi passé de 1 à 7 roupies). Ces succès ont été permis par un effort d'organisation des autochtones qui a culminé, en 1989, dans la constitution de la Dandakaranya Adivasi Mazdoor Kisan Sangh (DAKMS), forte aujourd'hui, selon ses dires, de cent mille membres. Himanchu Kumar, un militant gandhien ayant établi son ashram dans le Dantewada (Bastar Sud), offre un témoignage précieux des ressorts de la popularité des maoïstes :

« J'ai vu comment les naxalistes ont travaillé parmi les *adivasi*. Pour avoir dérobé un fagot de bois de chauffe, les gardes forestiers punissaient une femme tribale en la violant. Si elles [les *adivasi*] ne payaient pas une amende de 3 roupies, ils en infligeaient une de 300 roupies. Et puis dans les années 1980, les naxalistes sont arrivés. Ils attrapaient un garde forestier et l'attachaient pour que les

---

<sup>56</sup> Petites cigarettes.

<sup>57</sup> Sur la genèse de l'implantation des naxals dans un village de DK, voir le témoignage recueilli par Gautam Navlakha, « Days and nights in the maoist heartland », *Economic and Political Weekly*, Vol. XLV, n° 16, 17 avril 2010, pp. 38-47.

*adivasi* puissent le frapper. C'était la première fois que les *adivasi* prenaient conscience qu'ils avaient quelque pouvoir. L'Etat aurait pu leur donner un certain pouvoir en punissant les gardes ! Mais l'Etat n'a même jamais su fixer un prix minimum pour le bois de l'arbre *mahua* ; les naxalistes l'ont fait »<sup>58</sup>.

Au-delà, les maoïstes ont littéralement développé un Etat dans l'Etat et une contre-société. Ils ont établi leur propre système politico-administratif : les villageois de trois à cinq villages désignaient par la voie électorale des « comités révolutionnaires du peuple » (RPC), dont une quinzaine votaient ensuite pour choisir des « comités du peuple des zones révolutionnaires » (ARPC). De trois à cinq ARPC nommaient un « comité de région ». Au-delà, ils ont établi des systèmes éducatifs et judiciaires propres<sup>59</sup>.

Les maoïstes jouissaient donc d'une certaine popularité et avaient déjà développé de solides infrastructures lorsque la ruée sur les ressources minières de la région a commencé dans les années 1990. Ces trésors ont en effet attiré les investisseurs publics et (surtout) privés en plus grand nombre à partir du moment où l'Inde s'est engagée sur la voie d'une libéralisation économique qui promettait de rendre de telles richesses accessibles. Pour qu'il soit possible de les exploiter, surtout lorsqu'il s'agissait de mines à ciel ouvert, des tribus entières ont été déplacées et privées de leurs terres. La création d'usines chargées de mettre en valeur cette matière première a posé le même type de problèmes. En 2006, un consultant privé, CLSA Asia-Pacific Markets, ne recensait pas moins de sept projets d'aciéries, de centrales thermiques ou d'usines d'aluminium portés par des multinationales indiennes telles que Tata Steel, Essar Steel, Jindal Steel et Vedanta<sup>60</sup>. Au Chhattisgarh, l'intensification du conflit date de l'entrée en scène d'entreprises (indiennes ou étrangères) qui ont non seulement commencé à exproprier des aborigènes avec l'aide d'une police aux méthodes on ne peut plus brutales<sup>61</sup>, mais ont aussi obtenu la construction de routes propres à désenclaver la région, et donc à rendre les naxalistes plus vulnérables. Ceux-ci, avec le soutien de nouveaux partisans issus des tribus, ont réagi à la multiplication des mines et des usines par des attaques ciblées. C'est ainsi que la mine de fer de la National Mineral Development Corporation située à Bachelu dans le district de Dantewada fait l'objet d'attaques répétées depuis 2006, notamment pour empêcher l'approvisionnement de l'aciérie d'Essar en Andhra Pradesh<sup>62</sup>. Ces attaques permettent aussi aux maoïstes de se procurer des explosifs, qu'ils utilisent ensuite pour faire des mines posées sur le bord des pistes. Notons que pour se financer, ils n'hésitent pas à racketter les propriétaires des mines ou des usines en les menaçant de représailles s'ils ne s'acquittent pas d'une contribution financière.

---

<sup>58</sup> H. Kumar, « Who is the problem, the CPI(Maoist) or the Indian state ? », *Economic and Political Weekly*, Vol. XLIV, n° 47, p. 11.

<sup>59</sup> Cette stratégie suscite de nombreux débats au sein de l'intelligentsia de gauche en Inde, certains doutant de la réalité de ce modèle de développement alternatif et d'autres (ou les mêmes) militant pour qu'au lieu de se substituer à l'Etat, les militants révolutionnaires le forcent à remplir ses missions.

<sup>60</sup> A. Dutta, « India's naxalites », CLSA Asia Pacific Markets (<https://www.clsa.com> consulté le 20 août 2006), p. 24. Depuis, la découverte d'un gisement de platine à l'ouest de Bastar avive de nouvelles convoitises (D. Dasgupta, « Gondpipri live », *Outlook*, 28 février 2011, p. 18).

<sup>61</sup> Sur la violence des méthodes de la police – dont le personnel est composé de non-aborigènes venus de l'extérieur – à l'égard des tribus, voir H. Kumar, article cité.

<sup>62</sup> Une attaque plus modeste a encore eu lieu en 2010 (A. Sethi, « Maoists attack NMDC mine in Dantewada », *The Hindu*, 13 juillet 2010).

Une situation comparable se développe au Jharkhand et en Orissa, mais aussi dans des régions moins riches en ressources minières, où les aborigènes sont tout aussi violemment délogés de leurs terres afin de permettre la construction d'usines. C'est le cas du Bengale occidental, où le gouvernement communiste a poussé les tribus dans les bras des naxals dans des zones comme Lalgah, en offrant des terrains qui leur étaient promis à de grands industriels<sup>63</sup>.

Le Chhattisgarh connaît une évolution encore plus critique en raison de la façon dont les autorités ont réagi à l'exacerbation des tensions. Mal équipée et peu entraînée à la lutte contre-insurrectionnelle, la police de l'Etat s'est révélée plus impuissante qu'ailleurs en raison de la force de frappe des naxals. Les élites politiques locales, qu'elles soient liées au Parti du peuple indien, le BJP, ou au parti du Congrès, ont donc mis sur pied en 2005 une milice de volontaires avec l'appui des milieux économiques de l'Etat et le gouvernement lui-même. Cette organisation baptisée Salwa Judum (« chasseurs de paix » dans la langue des tribus Gond, abrégé en SJ), recrute dans la jeunesse des villes, et s'est d'abord employé à vider des villages entiers de leurs habitants pour éviter qu'ils ne servent de bases aux naxals. Recourant à la manière forte, ses militants se sont volontiers adonnés aux pillages, aux viols et à d'autres exactions dont les élites locales sont coutumières vis-à-vis des aborigènes. Le nombre de personnes déplacées cherchant refuge hors de leurs villages dévastés a conduit les organisations non gouvernementales à établir de véritables camps de fortune. En 2007, ces personnes déplacées en partance pour l'Orissa, le Jharkhand ou l'Andhra Pradesh, auraient été au nombre de soixante dix à cent mille – dont quarante-sept mille cinq cents pour le seul district de Dandewada – selon l'ONG Campaign for Peace and Justice in Chhattisgarh<sup>64</sup>. En outre, Salwa Judum a établi des *check points* sur les routes du Chhattisgarh comme s'il s'agissait de forces de l'ordre d'un genre nouveau. De fait, tout s'est passé comme si l'Etat avait délégué ses pouvoirs de police à une armée privée mais pourvue d'un uniforme et d'armes à feu. On trouvait d'ailleurs dans ses rangs des officiers des forces spéciales. En outre, le préfet (*collector*) participait à ses réunions, un autre signe que l'encadrement venait de l'administration. Saisie par des militants des droits de l'homme, la Cour suprême a exigé de l'Etat qu'il assume ses responsabilités et agisse directement au lieu de jouer les apprentis sorciers en armant des citoyens contre d'autres. Si SJ continue d'œuvrer sur le terrain, c'est dans l'illégalité ou la clandestinité, voire sous un nouveau nom. En octobre 2010, des militants des droits de l'homme, dont le professeur Nandini Sundar, ont porté l'affaire devant la justice en avançant que Salwa Judum s'appelait désormais Dandakaranya Shanti Sangharsh Samiti (comité de lutte pour la paix de Dandakaranya)<sup>65</sup>.

---

<sup>63</sup> L'affaire de Lalgah, en partie parce que le Bengale occidental est dirigé depuis 1977 par des communistes dont les méthodes ont beaucoup déçu l'intelligentsia indienne, a donné lieu à de nombreux écrits. Parmi les plus intéressants, citons : S. et T. Sarkar, « Notes on a dying people », *Economic and Political Weekly*, Vol. XLIV, n° 26 & 27, 27 juin 2009, pp. 10-14 (cet article est constitué aux trois quarts d'une interview des plus éclairantes de Sumit Chowdhury, un activiste de Lalgah), M. Bhattacharya, « The Lalgah story », *Economic and Political Weekly*, Vol. XLIV, n° 33, 15 avril 2009, pp. 17-19, A. Bhattacharya, « Is Lalgah showing the way ? », *Economic and Political Weekly*, Vol. XLV, n° 2, 9 janvier 2010, pp. 17-21, et A. Bhattacharya, *Singu to Lalgah via Nandigram. Rising Flames of People's Anger Against Displacement, Destitution and State Terror*, Delhi, Visthapan Virodhi Jan Vikas Andolan, 2009.

<sup>64</sup> M. Chandra, « Salwa Judum : Unreported India's hidden war », *SACW*, 15-18 septembre 2007.

<sup>65</sup> J. Venkatesan, « Salwa Judum does not exist : Chhattisgarh Govt. », *The Hindu*, 29 octobre 2010.

## DES GUERRILLEROS EN QUÊTE DE DROITS, UN ETAT FOSSOYEUR DE L'ETAT DE DROIT ?

Dix ans après l'intensification de la guérilla, les maoïstes et l'Etat indien donnent à voir un curieux chassé-croisé. Les premiers, qui ont toujours compté dans leurs rangs des partisans du jeu démocratique – certains ont même, on l'a vu, fait défection dans le passé pour le jouer – poursuivent leurs actions de guérilla tout en demandant à l'Etat (pourtant réputé bourgeois et pour tout dire irrécupérable) de mieux respecter le droit, et en s'associant à des forces politiques légales (au Bengale occidental notamment). L'Etat, lui, sans exclure des négociations avec les maoïstes qui renonceraient à la violence, recourt volontiers à la manière forte et use de moyens illégaux que la justice est amenée à sanctionner – la même justice perdant pourtant le sens de la mesure lorsqu'elle punit durement tous ceux qui auraient la moindre sympathie pour les maoïstes : l'essor du maoïsme donne non seulement une bonne excuse aux hommes politiques les plus autoritaires pour mettre leurs opposants sous les verrous, mais pousse en outre à la faute les garants en titre de l'Etat de droit, qui le fragilisent en développant des réflexes sécuritaires.

### Un Etat à la recherche d'une stratégie

Sommé par la Cour suprême de prendre ses responsabilités plutôt que de s'en remettre à des milices privées comme Salwa Judum, le gouvernement indien oscille entre une politique de développement économique et une stratégie de répression aux accents militaires.

Le héraut de cette dernière n'est autre que Palaniappan Chidambaram, le ministre de l'Intérieur nommé à ce poste après les attentats de Mumbai en novembre 2008, auréolé de ses succès en tant que titulaire du portefeuille des Finances depuis 2004. Son leitmotiv n'a pas varié : « Il n'y a pas de place pour la violence d'une soi-disant lutte de libération armée dans un régime républicain et démocratique »<sup>66</sup>. A ceux qui objectent qu'il serait plus sage de mener des efforts de développement propres à rendre aux *adivasi* confiance dans l'Etat, Chidambaram réplique volontiers que dans chaque zone où les maoïstes sont puissants,

« les forces de sécurité doivent prendre le contrôle de la zone, établir une administration civile et ensuite les gouvernements des Etats doivent apporter immédiatement de nouveaux moyens et prendre en charge le développement »<sup>67</sup>.

C'est dans cet esprit que le ministre de l'Intérieur a lancé à l'automne 2009 l'opération « Green Hunt » appelée à mobiliser des milliers d'hommes issus de la police et des forces

---

<sup>66</sup> Cité dans « Army won't be used against maoists : Chidambaram », *The Hindu*, 26 septembre 2009.

<sup>67</sup> Cité dans B. Vij-Aurora, « Raising a red flag », *India Today*, 8 mars 2010, p. 34.

paramilitaires pour pacifier une région dont l'épicentre se situe au Chhattisgarh, et permettre son développement au moyen d'investissements productifs et d'infrastructures. Si l'armée n'est pas impliquée, à la fois parce que les militaires refusent d'être entraînés dans une aventure qu'ils jugent du ressort des forces de police<sup>68</sup>, et parce que cela dramatiserait inutilement l'enjeu, le ministère de la Défense a décidé en 2011 d'installer au Chhattisgarh, dans la zone d'Abujman connue pour être un bastion maoïste, un centre de formation militaire d'une importance exceptionnelle : cette école militaire – la deuxième du genre, la première, créée en 1970 se situe au Mizoram – s'étend sur 600 à 900 kilomètres carré, selon la méthode retenue pour mesurer le camp d'entraînement militaire<sup>69</sup>. Cette décision fait suite à la création par l'Etat du Chhattisgarh d'une école militaire préparant au contre-terrorisme et à la guerre dans la jungle (Counter-Terrorism and Jungle Warfare College) et d'une autre consacrée à cette dernière forme d'opération et à la contre-insurrection (Counter Insurgency and Jungle Warfare School).

Cette politique rencontre aujourd'hui plusieurs limites. Premièrement, même si les militaires ne sont pas en première ligne, elle revient à déployer une véritable force d'occupation dont les méthodes, de surcroît, sont souvent musclées. Dans la seule région de Bastar, soit 40 000 kilomètres carré environ, les vingt bataillons de troupes paramilitaires ajoutés aux six mille policiers représentaient vingt mille hommes en armes en 2010<sup>70</sup>. Ces hommes ont investi la région pour mieux la passer au peigne fin en réquisitionnant les écoles, par exemple<sup>71</sup>. Au-delà, les interrogatoires auxquels ils procèdent pour débusquer les maoïstes semblent avoir dégénéré plus d'une fois, les accusations de tortures étant nombreuses<sup>72</sup>, sans même parler des *fake encounters* ou autres *extrajudicial killings*<sup>73</sup> qui sont devenus des spécialités indiennes. Les forces de l'ordre agissent d'autant plus souvent en toute impunité qu'elles sont couvertes par des dirigeants politiques avides de résultats concrets utilisables dans les campagnes électorales – ou avant. C'est ainsi qu'en 2009, une opération majeure menée par le Commando Battalion for Resolute Action (CoBRA) à la frontière de l'Andhra Pradesh et du Chhattisgarh s'est traduite par l'élimination physique de paysans n'appartenant pas au mouvement maoïste, comme l'enquête qui a suivi l'a confirmé<sup>74</sup>. Ayant eu accès à des zones reculées du district de Dantewada pour participer à la libération de cinq policiers otages des maoïstes (voir *infra*), Swami Agnivesh<sup>75</sup> apporte à ce sujet un témoignage très significatif :

---

<sup>68</sup> K. V. Prasad, « Army, air force wary of getting involved in anti-maoist operations », *The Hindu*, 7 juin 2010.

<sup>69</sup> A. Langer, « Red flag in the red corridor. Army camp proposal rattles maoists », *Tehelka*, 19 février 2011, p. 14.

<sup>70</sup> A. Sethi, « Green Hunt : The anatomy of an operation », *The Hindu*, 6 février 2010.

<sup>71</sup> A. Sethi, « Children at risk as schools become barracks in anti-maoist war », *The Hindu*, 24 mars 2010.

<sup>72</sup> A. Sethi, « Chhattisgarh scheduled tribes panel to probe charges against BSF personnel », *The Hindu*, 14 septembre 2010.

<sup>73</sup> « *Fake encounters* » désigne les interventions des forces de l'ordre au cours desquelles celles-ci prétendent avoir été prises en embuscade pour justifier d'avoir ouvert le feu. L'expression *extrajudicial killings* (assassinats extrajudiciaires), qualifie les opérations qui entraînent la mort de combattants emprisonnés lors de leur détention préventive.

<sup>74</sup> A. Sethi, « Witnesses allege biggest anti-naxal operation of 2009 was fake », *The Hindu*, 20 mars 2010.

<sup>75</sup> Bien qu'issu d'un mouvement qui fut l'un des creusets du très conservateur nationalisme hindou, l'Arya Samaj, ce religieux, toujours vêtu de la robe ocre des moines, s'est engagé depuis plus de trente ans dans nombre de luttes sociales en faveur des paysans, des *dalit* et des *adivasi*.



« Pour comprendre à quel point ceci [la négociation qu'il a menée] est si crucial, si urgent, vous devez considérer ce qui fut la face la plus noire de notre voyage, entendre les aborigènes raconter la torture au quotidien et la brutalité dont ils sont victimes du fait de l'Etat, entendre les femmes parler des centaines d'hommes morts ou jetés en prison sous des chefs d'accusation douteux, parfois sans aucun mobile. Dans leurs yeux, sur leurs visages et dans leur corps, j'ai vu l'exploitation. Voyager sur cette terre, c'est comme traverser le lieu d'un génocide secret qui dévore les gens depuis soixante-trois ans d'indépendance ; un lieu d'abdication volontaire et systématique de la Constitution. Au cours de l'année qui vient de s'écouler l'exploitation a continué à l'ombre des nombreux camps suréquipés de la CRPF<sup>76</sup> au Chhattisgarh, ceux de l'opération "Green Hunt". Voyagez sur cette terre, au milieu de ce génocide secret aux innombrables facettes, et peut-être comprendrez-vous pourquoi toute une jeunesse, hommes comme femmes, a choisi de prendre les armes. Peu d'entre eux savent qui était Mao, ou ce qu'est le maoïsme. Pourtant, ils ont uni leurs forces parce qu'ils croient que la résistance armée est la seule solution. »<sup>77</sup>

Au total, l'option militaire privilégiée par Palaniappan Chidambaram tend à susciter de nouvelles vocations à la guérilla maoïste, plutôt qu'elle ne « nettoie » le terrain pour des projets de développement. Le chef du gouvernement du Chhattisgarh, Raman Singh, aurait d'ailleurs confié à Swami Agnivesh que Salwa Judum et le choix de la force en général avaient été contre-productifs<sup>78</sup>. En outre, le déploiement de forces supplémentaires a offert des cibles nouvelles aux maoïstes qui, en avril 2010, ont ainsi tué soixante-seize membres de la Central Reserve Police Force sur un groupe de quatre-vingt-deux paramilitaires pris en embuscade dans le district de Dantewada (Bastar Sud). Le nombre de morts du côté des forces de l'ordre est en nette augmentation, de cent vingt-huit en 2006 à trois cent douze en 2009 – et supérieur à celui des maoïstes victimes de la répression, même si celui-ci augmente (de cent quatre-vingt-douze en 2007 à deux cent quatre-vingt-quatorze en 2009, voir le tableau 2). Cette spirale de la violence qui, pour la première fois, a fait passer le nombre des victimes à plus d'un millier en 2010, coûte plus cher encore en vies humaines aux civils, six cent vingt-six en 2010, contre deux cent soixante-dix-sept du côté des maoïstes comme des forces de l'ordre.

Une deuxième limite que rencontre l'option répressive de Palaniappan Chidambaram est politique. Au niveau des Etats tout d'abord, bien des gouvernants ne sont pas favorables à une escalade militaire, qui au minimum pourrait donner d'eux l'image de va-t-en guerre recourant à la manière forte contre leur peuple<sup>79</sup>, et au pire pourrait faire basculer leur terrain de chasse politique dans la guerre civile, rendant, à terme, l'organisation d'élections – leur fonds de commerce – impossible. Ces considérations valent en particulier pour les leaders aborigènes. Lorsqu'il était chef du gouvernement du Jharkhand, Shibu Soren s'est

---

<sup>76</sup> Central Reserve Police Force.

<sup>77</sup> S. Agnivesh, « The Dantewada syndrome. And a chance for peace », *Tehelka*, 26 février 2011, p. 25.

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> Il faut noter que le responsable de la nouvelle académie militaire de Abujmarh lui-même, interpellé par les médias à propos des risques de voir l'armée envoyée contre les maoïstes, s'en est défendu en s'exclamant : « Après tout ils font aussi partie du peuple de ce pays » (« Our centre in maoist zone is for training only : Army », *The Indian Express*, 16 février 2011, p. 8). *Times of India* rapporte des propos plus emphatiques encore : « Nous allons faire preuve du maximum de retenue. C'est notre pays, ils sont notre peuple » (« Army calls naxals our people, vow restraint », *Times of India*, 16 février 2011).

**Tableau 2**  
**Nombre de victimes par catégorie dans les sept Etats les plus touchés par le naxalisme**  
**(2006-2010)**

Etats	2006			2007			2008			2009			2010		
	C	F	M	C	F	M	C	F	M	C	F	M	C	F	M
Andhra	18	7	127	24	4	45	28	1	37	10	0	18	17	0	16
Bihar	16	5	19	23	21	5	35	21	15	37	25	16	54	24	20
Jharkhand	18	47	29	69	6	45	74	39	50	74	67	76	71	27	49
Chhattisgarh	189	55	117	95	182	73	35	67	66	87	121	137	72	153	102
Maharashtra	13	3	33	9	2	8	2	5	7	12	52	23	22	15	3
Orissa	3	4	16	13	2	8	24	76	32	36	32	13	62	21	25
Bengale occidentale	9	7	4	6	0	1	19	4	1	134	15	9	328	36	61
Total	266	128	348	240	218	192	210	214	214	391	312	294	626	277	277
Total par année	742			650			638			997			1180		

C = civils ; F = force de l'ordre ; M = maoïstes

**Source :** South Asia Terrorism Portal, [http://www.satp.org/satporgtp/countries/india/maoist/data\\_sheets/fatalitiesnaxal.asp](http://www.satp.org/satporgtp/countries/india/maoist/data_sheets/fatalitiesnaxal.asp)

ainsi dérobé aux injonctions de fermeté du ministre de l'Intérieur pour négocier avec les maoïstes – notamment des échanges de prisonniers (un fonctionnaire de l'Etat contre deux douzaines de maoïstes).

Au niveau national, certains leaders de la coalition au pouvoir se sont aussi montrés hostiles à l'option militaire, qu'ils aient des vues sur les zones où sévissent les maoïstes (comme Mamta Bannerjee, l'ex-ministre des Chemins de fer, qui a conquis le Bengale occidental lors des élections régionales du printemps 2011 contre les communistes et avec l'aide indirecte des maoïstes – voir *infra*) ou qu'ils privilégient une méthode de plus longue haleine passant par des efforts de développement. Cette dernière stratégie a la préférence de nombreux leaders du parti du Congrès, à commencer par le ministre des Finances, Pranab Mukherjee, qui n'hésite pas à contredire son collègue au gouvernement, Palaniappan Chidambaram. Constatant qu'au total soixante mille hommes de la CRPF étaient impliqués dans des opérations anti-maoïstes à travers l'Inde, Mukherjee a déclaré à la fin de 2010 :

« Je suis particulièrement inquiet de l'essor de l'extrême gauche dans certaines des zones les plus défavorisées. C'est en partie le résultat de notre incapacité à répondre aux attentes du peuple de ces régions. »<sup>80</sup>

Etablissant un lien entre niveau de développement et propagation du maoïsme, Mukherjee a promu l'idée d'un plan d'action pour financer le développement des zones où les maoïstes avaient gagné en influence. Cette idée remonte en fait aux travaux de la commission au Plan qui, dès 2006, avait mis sur pied un groupe d'experts chargé de réfléchir sur le thème « Problèmes de développement à traiter comme causes de l'agitation sociale et de l'extrémisme ». Le rapport remis par ce groupe en 2008 avait clairement montré l'existence

<sup>80</sup> *The Hindu*, 29 décembre 2010.

d'une corrélation entre pauvreté et maoïsme<sup>81</sup>. C'est sur cette base que la commission au Plan a officiellement annoncé en septembre 2010 le lancement de l'Integrated Action Plan<sup>82</sup> concernant les trente-cinq districts les « plus affectés » par le naxalisme<sup>83</sup>. Il a finalement été étendu à soixante districts<sup>84</sup>.

Sa principale faiblesse tient à ce qu'il se limite à une distribution de fonds – 250 millions de roupies par district pour 2010-2011 et 300 en 2011-2012 –, alors que le groupe d'experts avait souligné dans ses recommandations la nécessité d'une réforme agraire permettant aux *adivasi*, non pas d'être seulement assistés (à supposer que les subventions annoncées leur parviennent), mais également d'être en mesure de produire, voire de vendre un surplus commercialisable. On retrouve là une constante de la politique indienne : même lorsque des dirigeants admettent que des troubles politiques reflètent des injustices sociales, ils ne cherchent pas à y remédier par des réformes structurelles, mais à désamorcer les tensions les plus vives par des pis-aller. La question de l'accès à la terre est ici la plus sensible de toutes. Lorsque des responsables du Congrès s'engagent sur une réforme agraire quelconque, ils baissent les bras au moment de passer à l'acte<sup>85</sup>.

Le relatif isolement de Chidambaram au sein de son propre camp – au cours des deux dernières années certains de ses principaux soutiens sont en fait venus du BJP<sup>86</sup> – a amené le ministre de l'Intérieur à admettre publiquement qu'il n'avait pas les mains libres et même qu'il ne disposait que d'un « mandat limité ». Le message qu'il s'est efforcé de faire passer par cette formule très vague était simple, voire simpliste : le droit et l'ordre sont du ressort des Etats fédérés.

Le clivage qui existe au sein du gouvernement indien entre les partisans de la séquence répression/développement et les adeptes d'une méthode plus politique faisant d'emblée une large place au développement économique explique sans doute en partie le caractère *a priori* incohérent des appels de Chidambaram à la négociation. Fidèle à ses principes, il a exhorté les maoïstes à respecter une trêve de soixante-douze heures en signe de bonne volonté afin d'ouvrir des pourparlers. La suite est à lire sous la plume de Swami Agnivesh, qui fit l'intermédiaire entre les deux camps :

« ... [Au cours de] l'été 2010 [...] j'ai d'abord tenté de mettre en œuvre une initiative de paix entre le gouvernement et les maoïstes. Une lettre du ministre de l'Intérieur, P. Chidambaram, suggéra

---

<sup>81</sup> « Development challenges in extremist affected areas », *Report of an Expert Group to Planning Commission*, New Delhi, Government of India, 2008, p. 21.

<sup>82</sup> S. Gupta, « Naxal-hit states must bridge trust deficit », *The Hindu*, 27 septembre 2010.

<sup>83</sup> S. Gupta, « Design holistic development plan for maoist-hit areas », *The Hindu*, 25 juillet 2010.

<sup>84</sup> V. Kumar, « Action plan for 60 naxal-hit districts », *The Hindu*, 27 novembre 2010.

<sup>85</sup> En octobre 2004, le PWG avait accepté le principe d'une trêve qui courrait jusqu'au mois de décembre en échange d'un engagement du gouvernement d'Hyderabad concernant l'octroi de terres aux paysans qui n'en avaient pas. Le gouvernement tardant à mettre ses promesses en œuvre, les maoïstes procédèrent eux-mêmes à la réforme agraire annoncée : « Le gouvernement mena aussitôt les représailles, envoyant la police qui abattit des cadres maoïstes dans les forêts de Warangal, West Godavari et d'autres districts encore en janvier 2005 » (S. Banerjee, « On the naxalite movement », *Economic and Political Weekly*, Vol. XLIII, n° 21, 24 mai 2008, p. 12).

<sup>86</sup> Arun Jaitley a ainsi déclaré en mai 2010 que les demi-mesures ne suffiraient pas à régler le problème (N. Vyas, « Half-herated measures won't do, says Jaitley », *The Hindu*, 19 mai 2010) et le porte-parole du BJP, Tarun Vijay, a évoqué publiquement le recours à l'armée (« Take stern action against maoists, demands BJP », *The Hindu*, 6 septembre 2010).

un plan de paix en cinq étapes dans la région. La plus importante de toutes prévoyait le respect, par les maoïstes, d'une trêve de soixante-douze heures que les forces paramilitaires auraient observée aussi. Pendant ces soixante-douze heures de non-violence, une invitation officielle aurait été adressée aux leaders maoïstes, des pourparlers auraient commencé et un cessez-le-feu de plus longue haleine se serait ensuivi. J'ai communiqué tout cela au leader maoïste, Azad, qui était désireux de contribuer au processus de paix. Il portait la lettre du ministre de l'Intérieur à ses camarades lorsqu'il fut tué de sang-froid. Le meurtre de Azad, qu'on a attribué à l'Etat, a fait dérailler le processus de paix »<sup>87</sup>.

Certains observateurs expliquent le jusqu'au-boutisme de Palaniappan Chidambaram par ses activités passées : en tant qu'avocat il a en effet défendu les compagnies minières qui convoitent l'accès aux ressources du « corridor rouge », la zone où se concentre la guérilla maoïste, du Bihar au Karnataka, et a même siégé dans l'état-major de Vedanta (une très puissante entreprise multinationale) jusqu'à sa nomination à un poste ministériel dans le gouvernement de Manmohan Singh. Sa stratégie dépasse toutefois sa personne. Si le Premier ministre ne lui a jamais fait le moindre reproche, en tout cas publiquement, c'est bien qu'il partage ses vues. L'*establishment* indien, déjà connu pour son goût de la manière forte – du Cachemire à l'Assam en passant par bien des Etats périphériques du Nord-Est – est, en l'occurrence, porté à la fermeté par l'ampleur des enjeux économiques. Manmohan Singh ne s'est-il pas inquiété de la désaffection pour l'Inde qui pourrait gagner les investisseurs étrangers si l'accès aux ressources naturelles devenait trop difficile ?

## **Des maoïstes en quête de droits et de respectabilité**

Alors que l'Etat indien oscille entre répression et développement sans parvenir à dissiper un fort sentiment d'incohérence, la manière forte semblant finalement l'emporter, les maoïstes font en un sens le chemin inverse, leur modération – certes relative et au service d'un sens aigu de la communication politique – se manifestant par des comportements plus légalistes.

### **• Recourir à la justice et agir au nom des droits humains : la bataille de la communication**

Les maoïstes ont su exploiter les errements du pouvoir en se posant en victimes d'une trahison par l'Etat des lois de la République. Ils ont d'abord cherché à inscrire d'emblée leur programme dans une veine légaliste : à les en croire, ils ne réclament rien d'autre que le respect des droits reconnus aux citoyens de l'Inde dans la Constitution. Ces principes fondamentaux ont acquis une dimension nouvelle au cours des dernières années, à mesure que l'Etat piétinait le droit. Le meurtre de Azad a ainsi offert aux maoïstes l'occasion de mettre le gouvernement face à ses responsabilités : soit il admettait être derrière

---

<sup>87</sup> S. Agnivesh, « The Dantewada syndrome. And a chance for peace », *Tehelka*, 26 février 2011, p. 25.

l'assassinat du messenger et renonçait ainsi de manière explicite au processus de paix, soit il niait toute responsabilité dans ce crime et devait nommer une commission d'enquête pour en élucider les conditions, signe que les maoïstes font confiance à la justice indienne. L'alternative était d'autant plus contraignante pour le pouvoir que le médiateur Swami Agnivesh s'y rangea :

« Ou bien le Premier ministre refuse sans autre forme de procès de diligenter une enquête judiciaire à propos de la mort de Azad, ou bien il tient la promesse qu'il m'a faite le 20 juillet d'élucider cette affaire. Si le pouvoir central n'est pas disculpé des accusations concernant son rôle dans l'assassinat de Azad, le processus de paix ne peut prendre forme. »<sup>88</sup>

Et lorsque Palaniappan Chidambaram s'est dérobé en prétendant qu'une telle enquête n'était pas de son ressort mais de celui des Etats, les maoïstes ont eu le bon goût de ne manifester que de manière pacifique sous la forme d'opérations villes-mortes (*bandh*) dans toutes leurs zones de force.

Ils ont témoigné de leur sens nouveau de la modération – et de la communication politique – de bien d'autres manières en 2010-2011. En février 2010, ils répondent à l'invitation de Chidambaram de faire une trêve de soixante-douze heures en en proposant une de soixante-douze... jours<sup>89</sup> ! En 2011, ce sens de la publicité atteint des sommets moins symboliques. En février, des militants du Chhattisgarh prennent cinq policiers en otage près de Narayanpur. Après avoir essayé d'obtenir quelque chose en échange de leur libération, grands princes, ils décident au bout de dix-huit jours – grâce aux bons offices de Swami Agnivesh – de les libérer « par humanité ». Un scénario assez proche se déroule dix jours plus tard en Orissa : les maoïstes relâchent deux fonctionnaires – dont un *collector*, cadre de la haute fonction publique – en échange, cette fois, du retrait d'une plainte portée par le gouvernement contre cinq sympathisants, qui sont donc libérés. Le *collector* Ravella Vineel Krishna, qui a été très bien traité, devient une sorte de porte-parole de la cause des maoïstes lorsqu'il déclare : « Séjourner dans la jungle et vivre comme les *adivasi* m'a rendu plus sensible. Cette expérience m'a transformé »<sup>90</sup>.

C'est finalement lors de l'affaire Binayak Sen<sup>91</sup> que les maoïstes ont marqué le plus de points face à l'Etat dans la bataille de la communication au nom de droits garantis par la Constitution. Le docteur Sen, médaille d'or de la prestigieuse faculté de médecine de Vellore<sup>92</sup>, s'est installé au Chhattisgarh au début des années 1980 pour rejoindre un syndicaliste charismatique, Shankar Guha Niyogi, défenseur des mineurs de la région, assassiné par les hommes de main

---

<sup>88</sup> R. Bose, « Bihar should free maoists : Agnivesh », *The Hindu*, 3 septembre 2010.

<sup>89</sup> La nouvelle fait la une de la presse (voir *The Statesman*, 23 février 2011). Cette contre-proposition est saluée par les commentateurs comme « tactiquement brillante » (S. Gupta, « Careful of the calm », *The Indian Express*, 24 février 2010, p. 10).

<sup>90</sup> S. Sharma et R. Satapathy, « Freed collector bats for dev[elo]p[men]t. Told captors he's doing his best for tribals », *The Times of India* (Mumbai Edition), 26 février 2011.

<sup>91</sup> Il existe un livre sur cette affaire : M. Vaid, *A Doctor to Defend. The Binayak Sen Story*, New Delhi, Rajpal, 2011.

<sup>92</sup> Né en 1950 et originaire du Bengale occidental, le docteur Sen a grandi à Calcutta. Il avait 20 ans au moment de la première vague naxaliste dans la grande métropole de l'Est. Il a ensuite enseigné deux ans la santé publique à l'université Jawaharlal Nehru (JNU) de New Delhi, berceau de la gauche indienne.

du patronat local en 1991<sup>93</sup>. Binayak Sen a d'abord contribué à créer un hôpital, le Shaheed [martyr] Hospital à Dallirajhara (district de Durg), puis il a travaillé à l'hôpital de Tilda, dans le même district. En 1990, il rejoint son épouse, l'universitaire Ilina Sen, à Raipur pour créer une organisation non gouvernementale, Rupantar. Dans ce cadre, il forme des médecins de campagne et parcourt les villages à la tête d'un dispensaire itinérant<sup>94</sup>. Lors de la création de Salwa Judum, en 2005, Sen, alors secrétaire d'un mouvement de défense des droits de l'homme d'obédience gandhienne, le People's Union for Civil Liberties (PUCL)<sup>95</sup>, s'élève contre ses méthodes extraconstitutionnelles, qu'il documente au moyen d'enquêtes de terrain. Cela en fait un ennemi de l'Etat du Chhattisgarh, dont certains responsables qualifient ce gêneur de maoïste. Devenu président de la PUCL du Chhattisgarh, il est finalement arrêté et jugé dans des conditions contraires à tous les principes de l'Etat de droit. En mai 2007, un marchand de feuilles de *tendu*, Piyush Guha, est accusé par la police de soutenir le mouvement maoïste, et arrêté. Les enquêteurs qui perquisitionnent son domicile « trouvent » trois lettres attribuées à un vétéran du mouvement maoïste, Narayan Sanyal, alors en prison. La police considère que ces lettres n'ont pu parvenir à Guha que par l'intermédiaire de Sen, qui a rendu visite à Sanyal en prison en 2006, pour des raisons médicales. Outre que ces lettres – sans grand intérêt sur le fond – ne sont pas signées et ont, d'après Sen, été fabriquées puis ajoutées aux pièces à conviction par la police après les perquisitions, les gardiens de prison indiquent pendant l'enquête que Sanyal n'a pas pu transmettre de tels documents à Sen car leurs échanges au parloir ont été très surveillés<sup>96</sup>. C'est en raison de ces nombreuses faiblesses de l'accusation que la Cour suprême se prononce en faveur de la libération sous caution de Sen – deux ans après son incarcération le 14 mai 2007 – tout en la refusant à ses deux co-accusés, Sanyal et Guha. Mais le tribunal de Raipur, au terme d'un procès rocambolesque<sup>97</sup>, le juge coupable d'un complot criminel aux fins de sédition, et le condamne à la prison à vie. Le président du tribunal justifie cette sentence – également appliquée à ses deux co-accusés – dans des termes éloquents :

« La façon dont les organisations terroristes et maoïstes tuent des membres des forces de l'ordre de l'Etat et des paramilitaires relevant du Centre<sup>98</sup> ainsi que des *adivasi* innocents et la manière dont elles répandent la peur, la terreur et la discorde dans le pays et la communauté [sic] font que ce tribunal ne peut pas se montrer généreux envers les accusés en les condamnant aux peines minimales prévues par la loi »<sup>99</sup>.

---

<sup>93</sup> « No country for good men : The doctor, the state and a sinister case », *Tehelka*, 23 février 2008.

<sup>94</sup> Le modèle des maoïstes chinois du « médecin aux pieds nus » a attiré bon nombre de praticiens socialement engagés en Inde, au Népal et au Bangladesh.

<sup>95</sup> Le PUCL a été créé par un disciple de Gandhi, Jaya Prakash Narayan, en 1976, pendant l'état d'urgence décrété par Indira Gandhi.

<sup>96</sup> J. Punwani, « The trial of Binayak Sen », *Economic and Political Weekly*, Vol. XLV, n° 52, 25 décembre 2010, pp. 21-23.

<sup>97</sup> C'est ainsi que le procureur a allégué l'existence d'un lien entre Sen et l'Inter Services Intelligence (ISI), le service de renseignements militaires pakistanais, sur la foi d'un courriel d'Ilina Sen, son épouse, à l'Indian Social Institute de New Delhi. (K. Majumder et A. Mishra, « Still no country for good men », *Tehelka*, 15 janvier 2011, p. 11).

<sup>98</sup> C'est-à-dire du gouvernement de New Delhi

<sup>99</sup> A. Sethi, « Life term for Binayak Sen », *The Hindu*, 25 décembre 2010.

Les protestations sont d'autant plus nombreuses et virulentes qu'Illina Sen, qui orchestre la procédure d'appel aussitôt mise en œuvre, révèle que la cellule dans laquelle son mari a été placé est « une simple cage en fer dans une cour »<sup>100</sup>. Le Prix Nobel d'économie Amartya Sen, qualifiant l'incarcération de Sen d'« injuste », prend sa défense avec une détermination rare, non seulement pour contester l'accusation de sédition, mais aussi pour souligner qu'il a « choisi de servir le peuple »<sup>101</sup>. Dans son sillage, quarante Prix Nobel de douze pays différents signent en janvier 2011 une lettre ouverte demandant sa libération sous caution<sup>102</sup>.

La Cour suprême accède à cette demande en avril. Néanmoins, l'Inde s'est mise dans une posture délicate au regard des droits de l'homme et a commencé à écorner un des ressorts de son *soft power*, à savoir son image d'Etat de droit démocratique. Plus l'affaire Binayak Sen dure, plus New Delhi perd en crédibilité sur ce terrain aux yeux du monde. En avril, Angela Davis participe à un « Binayak Sen Solidarity Events »<sup>103</sup>. D'autres intellectuels et d'autres militants des droits de l'homme se mobilisent ainsi. Certes, Sen n'est pas un maoïste, mais le fait qu'il soit injustement puni pour avoir milité contre Salwa Judum revient à classer son combat du côté de celui des maoïstes. La publicité faite autour de son travail humanitaire sert aussi la cause des maoïstes qui ont pris parti pour les *adivasi*.

#### • Vers une certaine normalisation politique

La stratégie du CPI(Maoist) n'a pas changé depuis sa création en 2004, lorsque ses statuts précisaient :

« Si nous ne formulons pas une doctrine militaire en accord avec la bonne doctrine politique, nous ne pourrons pas atteindre nos objectifs révolutionnaires. (...) D'où la nécessité de construire une armée populaire des masses pour faire voler en éclat l'appareil d'Etat des classes exploitantes ou le renverser »<sup>104</sup>.

La création du parti a d'ailleurs été précédée par celle d'une armée qui a fini par devenir la sienne, le PLGA (People Liberation Guerilla Army)<sup>105</sup>, dont l'expansion est toujours

<sup>100</sup> Cité dans J. Kattakayam, « My faith in judiciary shattered : Ilina Sen », *The Hindu*, 4 janvier 2011.

<sup>101</sup> Cité dans « Binayak's work is great, his conviction unjust : Amartya », *The Hindu*, 9 janvier 2011.

<sup>102</sup> Cité dans « Nobel laureates rally behind Binayak Sen », *The Hindu*, 10 février 2011. En fait, les quarante signataires de cette lettre (parmi lesquels figuraient les Français Claude Cohen-Tanudji et François Jacob) s'étaient déjà manifestés auprès de la Cour suprême avec succès pour obtenir la libération sous caution de Sen avant le procès.

<sup>103</sup> Voir le site internet <http://www.freebinayaksen.org>. Au registre de l'internationalisation de l'affaire, notons encore la publication d'un article du docteur Sen (sur l'accès aux soins pour les plus démunis en Inde) dans *The Lancet* (12 février 2011), et l'attribution par la Corée du Sud au prisonnier du prix Gwangju des droits de l'homme 2011 en avril. Il avait déjà obtenu, en 2008 aux Etats-Unis, le Jonathan Mann Award. Amnesty International et Human Rights Watch se sont mobilisés en sa faveur, de même que la Harvard School of Public Health.

<sup>104</sup> « Party Constitution », <http://www.satp.org/satporgtp/countries/india/maoist/documents/papers/partyconstitution.htm> (consulté le 9 juin 2011).

<sup>105</sup> Le PLGA a été créé le 2 décembre 2000, un an exactement après le meurtre de trois leaders du Comité central à Koyyuru (district de Visakhapatnam, Andhra Pradesh), en l'honneur de ces « martyrs » (<http://revolutionaryfrontlines.wordpress.com/2010/12/12/india-formation-of-plga-a-turning-point-in-the-maoist-movement/>).

prioritaire. A l'occasion des célébrations du dixième anniversaire de cette dernière, le parti a annoncé la constitution de bataillons supplémentaires en vue de la libération de nouvelles zones<sup>106</sup>.

Cette stratégie militaire a continué de se traduire par des attaques d'écoles<sup>107</sup> – dont les maoïstes sont maintenant coutumiers – et des appels au boycottage des élections générales de 2009<sup>108</sup>. Non contents d'appeler au boycottage, les maoïstes ont essayé de rendre le vote impossible dans un nombre important de circonscriptions au Bihar, au Jharkhand, au Chhattisgarh, en Orissa, en Andhra Pradesh et au Maharashtra. Leurs actions violentes ont fait une vingtaine de morts.

Ces méthodes ayant suscité une désapprobation générale, y compris au sein de la gauche indienne, le CPI(Maoist) a opéré un judicieux repli tactique. Ses leaders se sont démarqués des militants qui s'attaquaient aux agents électoraux, des fonctionnaires se contentant d'exécuter les ordres<sup>109</sup> et, surtout, ils ont nuancé leur ligne traditionnelle dès avril 2009. Azad, le porte-parole du parti à cette époque, a déclaré dans le *Maoist Information Bulletin* que le CPI(Maoist) était maintenant partisan de « reconnaître aux électeurs le droit démocratique élémentaire de rejeter les partis et les candidats disputant les élections »<sup>110</sup>. Or l'idée de pouvoir exprimer leur refus de choisir au moyen d'un bulletin blanc plutôt que de devoir se réfugier dans l'abstention plaisait à bien des électeurs indiens, écoeurés par la dégradation des mœurs d'une classe politique de plus en plus corrompue et/ou populiste.

Au cours des deux dernières années, les maoïstes se sont rapprochés du courant politique dominant d'une autre façon. Plutôt que de disputer eux-mêmes les élections, ils ont conclu une sorte d'accord secret avec un leader d'envergure nationale, Mamta Banerjee, la présidente du Trinamool Congress, dont la base se situe au Bengale occidental. Le CPI(Maoist) et Mamta Banerjee ont en commun un ennemi, le CPI(M), dont la réputation d'invincibilité a longtemps été accréditée par des victoires à répétition dans cet Etat à partir de 1977. D'un côté Mamta Banerjee s'est donné pour objectif de déloger le CPI(M) du pouvoir à Kolkata, d'un autre, les maoïstes en ont fait leur cible privilégiée en raison des exactions d'un pouvoir communiste qui n'a pas hésité à sévèrement réprimer son peuple pour attirer des investisseurs (notamment dans le secteur des mines et de l'acier). En 2008, l'affaire de Lalgarh, au cours de laquelle des *adivasi* victimes d'une répression d'Etat ont formé un Comité du peuple contre les exactions policières (People's Committee against Police Atrocities) avant de se tourner vers les maoïstes, a constitué un tournant. La guerre de tranchées que le pouvoir communiste et les maoïstes se sont livrée à partir de ce moment-là explique que le Bengale occidental ait

---

<sup>106</sup> G. Narasimha Rao, « Maoists planning liberated zones », *The Hindu*, 8 décembre 2010.

<sup>107</sup> Sur ce sujet, voir le rapport de Human Rights Watch, « *Sabotaged schooling. Naxalite attacks and police occupation of schools in India's Bihar and Jharkhand states* », Human Rights Watch, 2009, <http://www.hrw.org/en/reports/2009/12/09/sabotaged-schooling>

<sup>108</sup> Le porte-parole du CPI(Maoist) tirait en septembre 2009 un bilan positif de ces appels au boycottage dans le Jharkhand, le district de West Medinipur (où se trouve Lalgarh, Bengale occidental) et le district de Malkangiri (Orissa) : Spokeperson, CPI(Maoist), « On the election boycott tactic of the maoists », *Economic and Political Weekly*, Vol. XLIV, n° 38, 19 septembre 2009, p. 75.

<sup>109</sup> Le porte-parole du CPI(Maoist) écrit ainsi : « Viser les personnes en charge des opérations électorales ne fait pas partie de notre politique » (*Ibid.*, p. 74).

<sup>110</sup> S. Banerjee, « The maoists, elections, boycott and violence », *Economic and Political Weekly*, Vol. XLIV, n° 18, 2 mai 2009, p. 8.



enregistré le plus grand nombre de victimes liées au maoïsme en 2010 (voir le tableau 2) et que le CPI(Maoist) ait cherché un allié dans la personne de Mamta Banerjee – elle-même en quête de soutiens. Le chef du parti, Ganapathi, ne faisait pas mystère du caractère tactique de cette alliance<sup>111</sup> lorsqu'il déclarait fin 2010 qu'il s'agissait là d'un moyen de lutter contre « le tigre qui est en face d'eux [les communistes du CPI(M)] »<sup>112</sup>.

En 2010-2011, Mamta Banerjee a multiplié les gestes en direction des maoïstes. Le 10 août 2010, elle a dit regretter l'assassinat de Azad<sup>113</sup>. Elle a aussitôt obtenu le soutien de Swami Agnivesh et d'autres sympathisants des maoïstes désireux de déloger le CPI(M) du pouvoir, comme Medha Patkar<sup>114</sup>. Huit jours plus tard, les maoïstes se sont déclarés prêts à négocier la trêve que leur proposait l'État pourvu que Mamta Banerjee serve d'intermédiaire. En février 2011, elle s'est prononcée pour la libération des « prisonniers politiques » du Bengale occidental.<sup>115</sup> Peu avant, les maoïstes avaient fait savoir qu'ils se rallieraient au Trinamool Congress si elle quittait la coalition au pouvoir à New Delhi, l'United Progressive Alliance<sup>116</sup>. Même si une telle rupture n'a pas eu lieu, la victoire du Trinamool Congress lors des élections régionales de mai-juin 2011 a aussi été un succès des maoïstes, que Mamta Banerjee ne pourra pas traiter aussi mal que le CPI(M), en tout cas pas dès le lendemain de son intronisation. Parmi les promesses de la nouvelle *Chief Minister* du Bengale occidental figure notamment le développement du Jungle Mahal, l'un des principaux fiefs maoïstes de cet État (district de West Midnapore), sans aller jusqu'à solliciter le départ des troupes du CRPF dépêchées par Delhi. Sans davantage libérer les prisonniers politiques, elle s'est engagée à désigner une commission de juristes chargée d'étudier chaque dossier. Mais la nature des relations entre son gouvernement et les maoïstes demeure incertaine à ce jour.

## CONCLUSION

Le naxalisme, qui avait quasiment disparu de la scène politique indienne dans les années 1980, y a fait un retour en force depuis les années 1990 à la faveur du creusement des écarts sociaux et régionaux liés à la libéralisation économique et à une politique économique prédatrice de mise en valeur de certaines ressources naturelles. Sa recrudescence dans plusieurs régions de l'Inde du Centre-Est où les premiers naxalistes s'étaient réfugiés pour fuir la répression dans les années 1970-80, doit en effet beaucoup à l'exploitation de nouveaux gisements miniers sur les terres des tribus dans une perspective nouvelle,

<sup>111</sup> R. Bose, « Maoists ready for talks if Mamta mediates », *The Hindu*, 18 août 2010.

<sup>112</sup> A. Sethi, « Maoists consolidating control, says CPI(Maoist) leader », *The Hindu*, 10 novembre 2010.

<sup>113</sup> R. Bose, « Come to the dialogue table, Mamta tells maoists », *The Hindu*, 10 août 2010.

<sup>114</sup> R. Bose, « Medha, Agnivesh back Mamta's campaign », *The Hindu*, 10 août 2010.

<sup>115</sup> « Mamta promises freedom to political prisoners », *The Indian Express*, 21 février 2011.

<sup>116</sup> « Maoists offer support to Mamta if she quits UPA », *The Hindu*, 18 janvier 2011.

celle d'un développement à marche forcée « à la chinoise ». A ce facteur déclenchant s'est ajouté l'autoritarisme d'un Etat qui a toujours mal traité les *adivasi* et s'est adonné à une répression sévère lorsqu'il s'est agi de protéger les intérêts des investisseurs.

Les développements les plus récents donnent à voir un curieux chassé-croisé entre, d'une part, un Etat qui tend à privilégier la répression, tant sur le terrain que dans l'espace judiciaire et, d'autre part, des maoïstes qui tout en menant une guérilla sanglante, se réclament de la Constitution indienne pour faire valoir leurs droits, savent faire preuve d'humanité pour soigner leur image et se rapprochent de forces politiques légales comme le Trinamool Congress. A terme, le gouvernement indien risque de perdre la bataille de la communication en matière d'image et de ne pas gagner celle qui se joue dans les jungles de la *tribal belt*.

En effet, l'ampleur des forces en présence – et la sophistication des armes qu'elles utilisent des deux côtés – risque de prolonger le conflit, les maoïstes disposant de ressources de plus en plus importantes. Premièrement, leurs moyens financiers sont évalués à 20 milliards de roupies (350 millions d'euros), un budget qui progresserait de 15 % par an en raison notamment de la dîme que les naxals perçoivent sur les entreprises minières<sup>117</sup>, l'industrie du bois et d'autres acteurs économiques encore soumis à un véritable impôt révolutionnaire (qu'il vaut mieux payer pour continuer à travailler). Ces recettes permettent non seulement d'acquérir des armes à la technologie de plus en plus avancée (allant jusqu'aux lance-roquettes), mais aussi de payer des soldes atteignant parfois 3 000 roupies par mois.

Deuxièmement, les maoïstes indiens ne sont pas isolés, mais entretiennent des liens relativement étroits avec d'autres mouvements frères comme le CPN-M au Népal (et surtout son aile radicale), qui fait planer l'ombre d'un spectre, celui d'un « corridor rouge » allant du Teraï népalais jusqu'à l'Andhra Pradesh – une telle « zone libérée » est loin d'être acquise aujourd'hui. Outre les partenaires extérieurs<sup>118</sup>, les naxals peuvent certainement coopérer avec les mouvements rebelles du Nord-Est indien (ULFA en Assam, NSCN au Nagaland, People's Liberation Army (PLA) au Manipur, Bodo, Gurkha etc.).

Troisièmement, le recrutement de nouveaux militants ne paraît pas poser de problèmes au CPI(Maoist) et le renouvellement des cadres semble s'accompagner d'une « plébéianisation » garantissant un ancrage populaire toujours plus profond. Longtemps, le mouvement naxaliste a été dominé par des intellectuels de haute caste qui sont aujourd'hui vieillissants (quand ils sont encore actifs). Leur implantation dans les zones tribales s'est accompagnée d'un rajeunissement (on parle d'organisations de jeunesse – *bal sangathan* – en Orissa par exemple<sup>119</sup>) et d'un renouvellement sociologique, les troupes venant du milieu tribal comme bien des responsables, même s'il est très difficile de faire une sociologie du maoïsme en Inde faute de sources. Cette évolution ne remet pas en cause le tropisme intellectuel des maoïstes. Qu'ils soient d'origine urbaine ou tribale, ils cultivent un goût prononcé pour la

---

<sup>117</sup> Il y a bien sûr un paradoxe, pour les naxals, à lutter contre les entreprises minières d'un côté, et d'un autre à les laisser opérer dans leurs « zones » pourvu qu'elles s'acquittent d'une sorte d'impôt révolutionnaire. L'appât du gain fournit ici une clé d'explication.

<sup>118</sup> Soulignons à cet égard que dans une interview récente le chef du CPI(Maoist), Ganapati, s'est défendu d'avoir jamais entretenu de liens avec le LTTE, de toute façon moribond depuis la disparition de Prabhakaran (« We shall certainly defeat the government », <http://www.openthemagazine.com/article/nation/we-shall-certainly-defeat-the-government>, consulté le 19 juin 2010).

<sup>119</sup> Voir N. Nayak, article cité.

chose intellectuelle : ils mettent un point d'honneur à éduquer leurs enfants, lisent beaucoup et leurs sites Internet sont d'un niveau supérieur à la moyenne. Notons, en ce qui concerne le recrutement, que certains militaires à la retraite (parfois d'origine tribale) ont rejoint leurs rangs pour servir d'instructeurs au maniement des armes.

Enfin, les maoïstes jouissent en Inde de la sympathie de hérauts de l'intelligentsia, à commencer par la romancière à succès Arundathi Roy dont le récit de voyage en terre maoïste publié dans le magazine *Outlook* a été un morceau de bravoure littéraire et humaniste repris par tous les sites maoïstes<sup>120</sup>. Le gouvernement a d'ailleurs fait part de son dépit face à la bienveillance dont la presse entoure les naxals<sup>121</sup>. Mais au-delà des médias, c'est toute la gauche intellectuelle qui tend à se reconnaître dans le combat maoïste, au moment où les communistes officiels, et notamment le CPI(M), déçoivent par leur approbation de la libéralisation économique et par leurs méthodes musclées. Or cette intelligentsia est bien représentée dans l'entourage de Sonia Gandhi, notamment au sein du National Advisory Council où l'on retrouve des activistes comme Aruna Roy, Harsh Mander et Madhav Gadgil, ceux-là même qui se sont mobilisés – et qui ont mobilisés plusieurs Prix Nobel – en faveur du docteur Binayak Sen.

Si les maoïstes ne sont donc pas sans ressources, leur montée en puissance risque de conduire les responsables indiens du maintien de l'ordre à passer à la vitesse supérieure. A court terme, cette épreuve de force risque de se développer aux dépens des libertés civiques. Dans nombre d'Etats, l'accusation de naxalisme permet déjà de mettre en prison des défenseurs des droits humains travaillant parmi les minorités (*adivasi, dalit...*). Le cas du Gujarat est à cet égard particulièrement édifiant : Narendra Modi, le chef du gouvernement, a profité de l'aubaine pour mettre hors circuit certains militants des droits de l'homme. Le danger, ici, n'est autre qu'une évolution vers l'Etat policier, un risque déjà alimenté par la hantise des attentats islamistes.

S'agissant de la zone la plus sensible, dont le Chhattisgarh est l'épicentre, en reprendre le contrôle ne pourra pas se faire en moins de sept ou huit ans de l'aveu du chef de l'administration du ministère de l'Intérieur lui-même<sup>122</sup>. D'ici-là, la poursuite d'un cycle de violence sans précédent au cœur de l'Inde risque de changer la donne politique. Le débat sur l'implication de l'armée ne manquera pas de rebondir à intervalles réguliers. Certains exprimeront la hantise d'avoir à mener une opération de contre-insurrection d'une ampleur inconnue et rappelleront l'expérience terrible de l'IPKF – la Force indienne de maintien de la paix – au Sri Lanka en 1987, et les longues opérations de contre-insurrection au Cachemire, au Punjab et dans le Nord-Est. D'autres indiqueront que s'en remettre aux forces de police dont l'inefficacité est notoire ne peut servir de politique, et qu'au Punjab, la contre-insurrection a triomphé des insurgés. Au total, la cohérence de l'attelage formé par le gouvernement de Manmohan Singh et le parti de Sonia Gandhi risque d'être une autre victime collatérale du combat contre le maoïsme en Inde<sup>123</sup>.

---

<sup>120</sup> A. Roy, « Walking with the comrades », *Outlook*, 29 mars 2010.

<sup>121</sup> S. Vadarajan, « Centre for new war on maoists », *The Hindu*, 24 septembre 2009.

<sup>122</sup> V. Kumar, « Maoists aiming to overthrow Indian state by 2050 : Centre », *The Hindu*, 6 mars 2010.

<sup>123</sup> Cette étude procède de trois notes réalisées pour la Direction de la prospective du ministère français des Affaires étrangères et européennes. Je remercie Arnaud d'Andurain pour l'attention qu'il y a portée au sein de cette institution en 2010 et 2011. Les limites de ce travail ne m'en incombent pas moins pour autant.

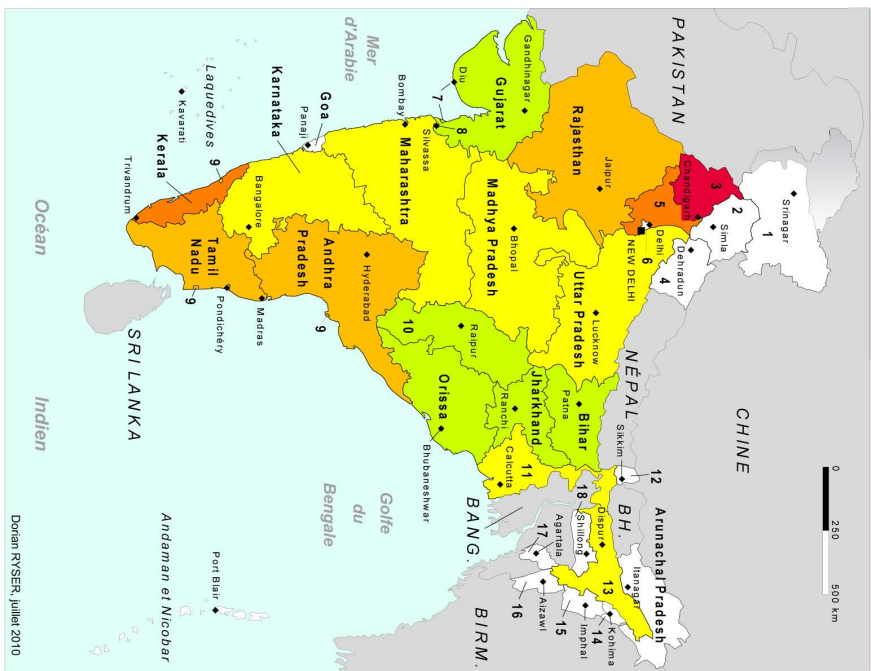
# **Annexes**

Carte 1  
L'Inde politique



## Carte 2 Evolution des dépenses mensuelles par habitant en milieu rural

1993 - 1994, moyenne indienne : 281 roupies



Écart à la moyenne

- plus de 140%
- de 120% à 140%
- de 100% à 120%
- de 80% à 100%
- moins de 80%
- absence de données

Gujarat : Etat

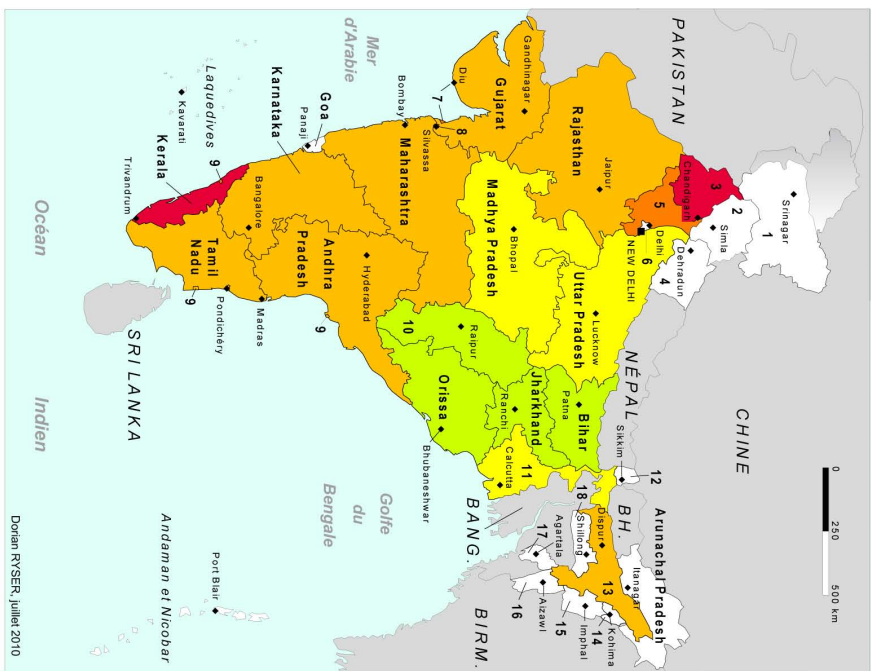
Delhi : Territoire de l'Union

♦ : Capitale d'Etat

■ : Capitale de l'Union

- |                         |                 |
|-------------------------|-----------------|
| 1 Jammu et Cachemire    | 10 Chhattisgarh |
| 2 Himachal Pradesh      | 11 Bengale occ. |
| 3 Pondjab               | 12 Gangtok      |
| 4 Utarakhand            | 13 Assam        |
| 5 Haryana               | 14 Nagaland     |
| 6 Delhi                 | 15 Manipur      |
| 7 Daman et Diu          | 16 Mizoram      |
| 8 Dadra et Nagar Haveli | 17 Tripura      |
| 9 Pondichéry            | 18 Meghalaya    |

2007 - 2008, moyenne indienne : 772 roupies



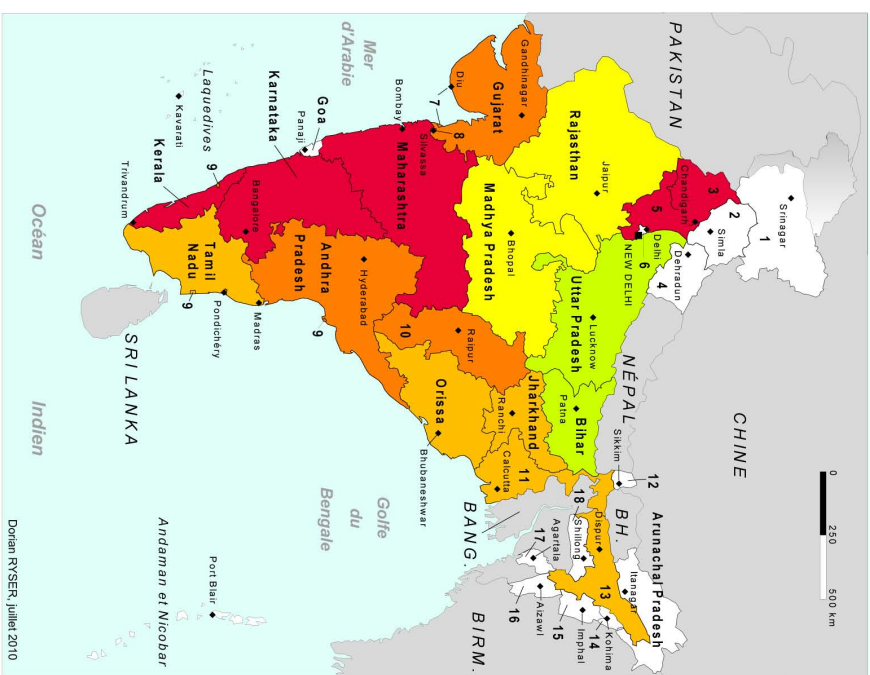
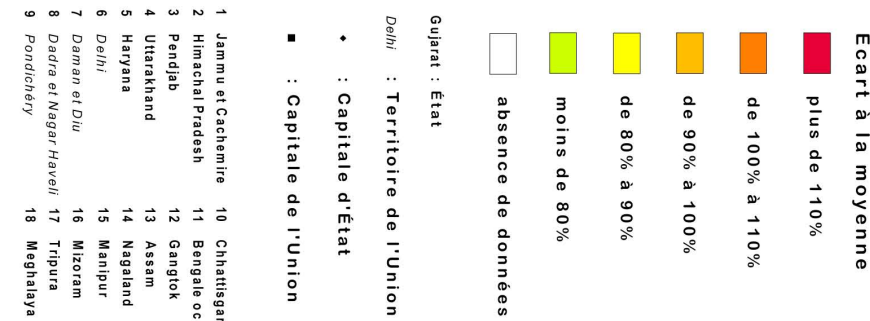
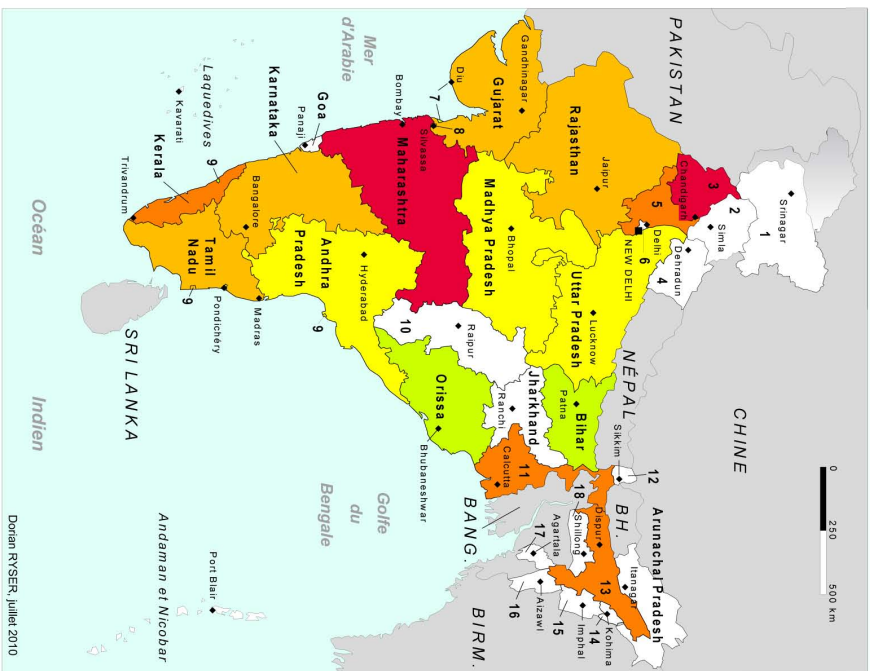
Sources: Pour 1993-94, National Sample Survey, Organisation Department of Statistics, Government of India mars 1996 et pour 2007-08, National Sample Survey Organisation, Ministry of Statistics and Programme Implementation, Government of India, mars 2010.

Carte 3

Evolution des dépenses mensuelles par habitant en milieu urbain

1993 - 1994, moyenne indienne : 458 roupies

2007 - 2008, moyenne indienne : 1472 roupies



Sources: Pour 1993-94, National Sample Survey, Organisation Department of Statistics, Government of India mars 1996 et pour 2007-08, National Sample Survey Organisation, Ministry of Statistics and Programme Implementation, Government of India, mars 2010.